Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

2e ANNEE. — N° 96. SAMEDI 1er AOUT 1931.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Dans ce numéro ;

L. TROTSKY

sur le discours de STALINE :

Le nouveau zig-zag et les nouveaux dangers

LE 1er AOUT 1931

Appel aux Travailleurs !

Il y a 17 ans, éclatait la guerre mondiale.

Pendant plus de quatre années, les masses travailleuses des différentes nations se combattirent sauvagement, laissant plus de 10 millions de morts sur les champs de bataille. Ceux qui sont revenus, valides ou non, ont dû payer les frais de la tuerie. Seuls, les capitalistes de tous les pays, vainqueurs ou vaincus, ont tiré profit de la guerre.

Le régime capitaliste a subsisté et les dangers de guerre menacent à nouveau le monde. Le traité de Versailles, non seulement n'a pas supprimé les rivalités, mais il en a créé de nouvelles plus aiguës, plus profondes. Depuis des années, les gouvernants capitalistes se réunissent fréquemment pour trouver une solution à une situation qui s'avère inextricable.

Pour sauver l'Allemagne de la faillite, les principaux gouvernants d'Europe, les représentants des Etats-Unis, que surveillent les grands financiers du monde, viennent de se disputer pendant plusieurs jours, à Londres, sans arriver à autre chose que faire la preuve de leur impuissance. Il suffit d'un acte diplomatique pour qu'apparaissent avec une netteté indéniable et un relief accusé les menaces de guerre qui pèsent sur l'Europe à peine rétablie de ses blessures de la guerre de 1914-1918.

EN REGIME CAPITALISTE, LA GUERRE EST INEVITABLE. LA DESTRUCTION DE CE REGIME PEUT SEULE ASSURER LA DISPARITION DES GUERRES. Tous ceux qui veulent vous faire entrevoir une autre solution vous bernent. Sous une forme ou sous une autre, ce sont des serviteurs du capitalisme *que vous devez combattre aussi impitoyablement que le régime qu'ils défendent.*

Les plus dangereux parmi eux, ce sont des social-démocrates qui ne font que mener des campagnes pacifistes, dénoncer les horreurs de la guerre, mais qui se gardent bien de mener une lutte conséquente contre la source même de ce mal, contre le régime capitaliste.

En 1914, les socialistes vous ont trahi, après avoir mené pendant des années des campagnes pacifistes semblables à celles d'aujourd'hui. En août 1914, quand la bourgeoisie eut besoin des ouvriers pour défendre des privilèges, le Parti socialiste se montra le meilleur agent de recrutement, au nom du droit, de la civilisation, etc., et pratiqua la politique d'Union sacrée contre les intérêts du prolétariat. Sauf Liebnecht en Allemagne, et le Parti bolchevik qui se dressèrent contre leur propre capitalisme, *tous les partis de la IIe Internationale passèrent au service du capitalisme, se montrant chacun les meilleurs serviteurs de leur propre impérialisme.*

Depuis 1914, pas un jour ne s'est passé sans que la social-démocratie ne trahisse les intérêts du prolétariat. Elle reprend son masque pacifiste d'autrefois, en vantant aux travailleurs les bienfaits de la S. D. N., des méthodes d'arbitrage, en semant des illusions sur un désarmement possible.

En France, Paul-Boncour défend un projet de mobilisation totale; Renaudel rapporte le budget de l'aéronautique; Baron celui des poudres.

En Allemagne, le groupe parlementaire socialiste vote les crédits pour les cuirassés A et B.

En Angleterre, le gouvernement Macdonald développe les forces aéronautiques de l'Empire.

C'est contre l'intérêt des travailleurs que les socialistes agissent.

Le gouvernement Macdonald fait fusiller les paysans hindous qui veulent s'affranchir du joug de l'impérialisme britannique.

Le social-démocratie allemande soutient le gouvernement Bruning qui, à coups de décrets-lois pressure les masses travailleuses allemandes et supprime la presse révolutionnaire.

La Fédération socialiste du Tonkin demande des mesures énergiques pour le maintien de l'« ordre » en Indochine.

Le parti socialiste et la C. G. T. prêchent le calme aux grévistes du Nord, calomnient les combattants de la rue des Longues-Haies, maquignonnent avec Laval un accord qui se traduit par une diminution de salaires pour les grévistes, les désagrègent au lieu d'élargir le mouvement et brisent une magnifique lutte du prolétariat français.

En Espagne, la jeune république dirigée par la coalition républicaine socialiste n'a pas tardé à donner les plus vastes garanties au capitalisme. Pour le « socialiste » Besteiro, la présidence des Cortès. Pour le « socialiste » Caballero, le ministère du travail. POUR LES MASSES TRAVAILLEUSES, POUR LES GREVISTES DE BARCELONE, DE SEVILLE, DES COUPS DE FUSIL ET DES COUPS DE CANON.

Le congrès de la IIe Internationale a rassemblé à Vienne les meilleurs serviteurs du capitalisme, les ennemis les plus dangereux du prolétariat.

∴

Face à la bourgeoisie, se dresse seulement l'INTERNATIONALE COMMUNISTE. Fondée par le Parti bolchevik, l'I. C. est la seule organisation qui lutte contre le régime capitaliste et par conséquent contre les dangers de guerre.

L'I. C. veut instaurer pour le 1er août une journée traditionnelle de lutte contre la guerre. TOUT PROLETAIRE CONSCIENT DOIT S'Y ASSOCIER.

En rappelant une fois de plus que la lutte contre la guerre se mène par une lutte quotidienne contre le régime, en rassemblant la classe ouvrière autour de ses revendications, nous, communistes oppositionnels, rappelons aux autres communistes et sympathisants que l'I. C. lutte d'une façon inefficace contre la guerre. Depuis des années, par sa politique erronée, *elle s'est coupée des masses, son influence, sa capacité d'action ont diminué considérablement.* Qui ne se souvient sans amertume des deux précédents 1er août 1929 et 1930?

LA SITUATION ACTUELLE EST ENCORE PLUS GRAVE. IL FAUT EN SORTIR RAPIDEMENT CAR NOS TACHES SONT IMMENSES.

Tous les événements qui se déroulent dans le monde justifient une à une les conceptions défendues par les bolcheviks qui, aux côtés de Lénine, ont été les premiers artisans de la REVOLUTION RUSSE, de l'édification de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, puis, après la disparition du grand chef, furent traqués, persécutés, exilés par Staline et sa fraction liquidatrice du léninisme.

Les exemples en sont nombreux:

En France, dans les grèves des mineurs et celles du Nord, qui s'achèvent par la défaite des ouvriers, nous n'avons pas pu, par la fausse tactique dite du « front unique » à la base arracher aux chefs réformistes les masses d'ouvriers qui les suivent malgré des trahisons éhontées.

En Espagne, par toute l'incohérence de ses mots d'ordre, en s'opposant à la reconstitution d'un Parti Communiste unifié et par l'incompréhension de la situation, l'I. C. a entravé le développement du P. C. espagnol et ne lui permet pas de jouer un rôle de guide dans des mouvements glorieux qui, laissés à la direction des chefs anarcho-syndicalistes, sont voués, par leur dispersion à la répression et aux échecs les plus sanglants.

En Allemagne, dans une situation des plus précaires, le P. C. numériquement puissant s'avère politiquement inexistant. Dans les journées de panique que l'Allemagne a vécues, *le P. C. allemand n'a pas su mobiliser les masses*, n'a pas su mordre parmi les ouvriers social-démocrates, et se trouve même menacé d'être mis dans l'illégalité à laquelle il n'est pas préparé.

En U. R. S. S., après avoir contesté la nécessité de l'industrialisation et de la collectivisation, défendue par la plateforme de l'Opposition bolchevik-léniniste, la fraction Staline, sous la poussée prolétarienne, tenta de la reprendre en la transformant en une collectivisation et une industrialisation à outrance qui risque de compromettre les succès économiques atteints. Malgré les observations, les remarques, les avertissements de l'Opposition, la situation de l'Economie soviétique s'est considérablement aggravée. Des formations au service de l'impérialisme (parti industriel, parti menchevik) se sont constituées au sein de l'appareil d'Etat. Le niveau de vie des ouvriers, piliers de la dictature prolétarienne, a notamment baissé. Dans son récent discours, *Staline lui-même fait des déclarations alarmantes.* Mais au lieu de revenir à la politique marxiste, préconisée par l'Opposition bolchevik léniniste en ouvrant un large débat au sein du Parti, Staline, par des moyens bureaucratiques, accentue les divisions de salaires dans la classe ouvrière et engage une fois de plus le Parti dans une voie grosse de dangers pour le maintien de la dictature prolétarienne. En même temps, Litvinov abandonne les pratiques de la diplomatie prolétarienne et parlant de la coexistence pacifique des *deux systèmes*, nuit à la propagande communiste contre la guerre.

∴

La fraction Staline, en amputant le Parti communiste russe de sa gauche, en exciuant et assassinant les vieux bolcheviks et en chassant les Besedovsky, les Agabekov, a considérablement affaibli la puissance du Parti de Lénine.

Dans le monde, la fraction Staline, apôtre du *socialisme dans un seul pays* a désarmé le prolétariat révolutionnaire en disloquant son avant-garde, l'I. C., par sa politique incohérente.

∴

Il faut arrêter cette politique de l'I. C. sans tarder!

On ne compense pas la faiblesse politique quotidienne et l'incapacité d'agir du Parti par des stimulants bureaucratiques, PAR DES JOURNEES ISOLEES DE L'ACTIVITE DE CHAQUE INSTANT.

Le 1er août 1931 ne reflètera pas que l'état actuel des rapports entre le P. C. et la classe ouvrière. IL NE PEUT PAS ETRE AUTRE CHOSE.

Mais dans l'action révolutionnaire, la solidarité doit être complète et l'Opposition demande à chaque ouvrier révolutionnaire de répondre le 1er août à l'appel de son Parti. Elle lui demande de se grouper dans son Parti, dans ses organisations syndicales, dans toutes ses organisations de classe, pour les renforcer, pour participer avec la Ligue communiste (Opposition) à leur rendre la politique qu'elle pratiquait lorsque, dirigée par Lénine et Trotsky, elle entraînait sous son drapeau les masses prolétariennes dans des combats victorieux sur la bourgeoisie mondiale.

Il faut revenir à la politique léniniste et rendre aux Partis Communistes leur unité. Seulement par une I. C. puissante, par des Partis liés aux masses, le Prolétariat peut profiter des ébranlement décisits du capitalisme pour le vaincre !

La Vérité Bi-Mensuelle

En face des difficultés matérielles croissantes accentuées par le manque de publicité pendant les mois d'été ;

Devant la nécessité de soutenir la Révolution Espagnole d'une façon effective, en lui apportant tous nos efforts, — en facilitant notamment la publication d'un hebdomadaire de l'Opposition Communiste espagnole indispensable à nos camarades dans la lutte qu'ils mènent ;

Nous avons décidés de ne publier la Vérité que deux fois par mois — le 1er et le 15 — pendant deux mois. Nous reprendrons la parution hebdomadaire en octobre.

Les camarades comprendront qu'ils ne doivent pas cesser leur soutien de la Vérité devant ces décisions. Au contraire, ils doivent consolider les résultats acquis — et pendant ce laps de temps, resserrer leur effort, par des souscriptions, des abonnements, — pour la Vérité hebdomadaire — arme de combat de l'Opposition de gauche en France.

Souscription du 15 Juin au 30 Juillet

Juin : Paez Florence, 20 ; Kiespy, 2 ; Charles, 10 ; Liste d'Algérie : 60 ; St-Quentin, 20 ; Legel, 50 ; Pre., 7 ; Y. G., 5 ; R. 85 ; Painault, 10 ; Un camarade cheneur, 20 ; Maurice, 5 ; H., 100 ; Plinder, 2 ; Trolli, 10 ; Groupe de Paris, 465 ; Groupe Juif, 190 ; Réunion du 16, 45 ; Henri T., 36,50 ; Total : 1.074 fr. 50.

Juillet : N., 105 ; Legel, 50 ; Baillet, 50 ; Sh. 10 ; J. M. 1.000 ; L. T., 1.000 ; Paul, 5 ; H., 150 ; Burren 10 ; Marc et Sara, 56 ; Collecte à Lyon, 81,50 ; Henri T., 10 ; Plinder, 10 ; Walfisz, 10 ; Orsoni, 10 ; Sh. Sagnoiet, 2 ; Réunion de la R. P. le 16 juillet, 8 ; Un sympathisant du 17, 10 ; Groupe des Jeunes, 9,25 ; R. M., 200 ; Mosze, 7 ; Paul, 10 ; S. Pirault, 10 ; Charon, 7 ; Naville et Gérard, 50 ; Réunion du 17, 155 ; Treint, 50 ; Un soldat, 5 ; Greds, 10 ; R., 10 ; Réunion de la R. P. le 24, 40 ; R. F., 50 ; K. L., 25 ; Jean S., 25 ; St., 30 ; F., 50 ; G., 25 ; P. L., 40 ; Michel, 10 ; Cl., 25 ; S. M., 25 ; E. L., 15 ; H., 200 ; B. P., 25 ; W., 50 ; Ch. G., 25 ; Un sympathisant, 25 ; Un communiste, 50 ; Sarah, 25 ; M. Th., 50 ; R. F. Bretagne, 30 ; Louis Fr., 20 ; Lille, 125 ; Un instituteur, 50 ; R. W., 7 ; Albert F. S., 20 ; Gaury, 25 ; Domercq, 12 ; Ivan, 5 ; Total au 30 juillet : 4.423 ; Total du 15 juin au 30 juillet 5.497.

Comment le socialisme "COLLABORE"

Les Luttes de Séville

Pendant que les Cortès se constituent définitivement et entendent consolider le régime existant, les ouvriers espagnols se battent courageusement dans les rues de Séville contre la Guardia Civil et les forces armées du pouvoir central. Les conflits sociaux qui furent à l'origine de ces combats ont vite pris, dans l'atmosphère surchauffée de la Révolution, un caractère de lutte politique ouverte contre les bases mêmes de la République bourgeoise. Les ouvriers et les paysans de la région la plus misérable de l'Espagne se trouvent dans les premiers rangs des insurgés. Les ouvriers révolutionnaires de Madrid, de Barcelone, de Bilbao apportent leur appui aux combattants sévillans par la grève et le sabotage.

Le Gouvernement de la République défend « l'ordre » et « la démocratie » contre les masses populaires par la répression la plus sauvage : bombardement d'avions, application de la « loi de la fuite », état de siège permettant à la haineuse Guardia Civil de fusiller les ouvriers sans avertissement, arrestations en masse, etc. Pour rendre légale toute cette œuvre réactionnaire, le Gouvernement prépare une loi sur la défense de la République dirigée contre les organisations révolutionnaires du prolétariat et contre le droit démocratique le plus élémentaire de la classe ouvrière : le droit à la grève.

L'inspirateur de cette loi réactionnaire et de toute la répression sauvage contre le mouvement prolétarien est le ministre-socialiste Largo Caballero.

Il n'y a là rien qui nous étonne : depuis que Nöske a noyé dans le sang l'insurrection de Kiel pour sauver la bourgeoisie allemande, les socialistes se sont habitués à leur rôle de massacreurs du prolétariat révolutionnaire. Quand il aura « sauvé » la République de la bourgeoisie espagnole, Caballero pourra dire comme son camarade Nöske : il faillait bien que quelqu'un tache ses mains de sang, je me suis donc chargé de cette besogne ingrate.

La classe ouvrière espagnole est en train de livrer un combat inégal à sa bourgeoisie. Ni par ses méthodes, ni par sa préparation, ni par son but, cette lutte du prolétariat espagnol ne promet aucune issue favorable.

La partie impatiente et la plus décidée de la classe ouvrière espagnole se bat courageusement et avec abnégation.

Dans cette lutte héroïque, communistes, syndicalistes, oppositionnels de gauche se trouvent fraternellement côte à côte, face à l'ennemi commun. Mais l'animation de cette lutte, sa direction immédiate est assurée par les syndicalistes. L'anarchisme syndicaliste n'est pas capable d'une lutte de classes méthodique et persévérante : une telle lutte présuppose un but précis et des perspectives déterminées que l'anarchisme n'a pas.

Seul, le communisme précise aux masses travailleuses le but de leur lutte, c'est-à-dire la prise du pouvoir, qui est le moyen révolutionnaire le plus décisif pour mettre fin à l'exploitation capitaliste. Sans cette perspective, à laquelle est subordonnée toute la tactique de la lutte, tous les sacrifices et tout l'héroïsme des ouvriers révoltés restera sans lendemain. Le syndicalisme n'est capable que de mener les ouvriers aux aventures, dont seule la bourgeoisie pourra, en fin de compte, tirer profit.

Le Congrès de la C. N. T., qui s'est tenu il y a quelques semaines, a décidé solennellement de « contrôler les Cortès sans y participer ». C'est la seule solution « politique » que l'anarcho-syndicalisme a trouvé dans la situation révolutionnaire d'aujourd'hui. Avant de se laisser « contrôler » par les syndicalistes, Maura et Caballero ont entrepris le contrôle de la C. N. T., qui est infiniment plus efficace que le « contrôle » des anarcho-syndicalistes, parce qu'il est effectué par la Guardia Civil.

Les anarcho-syndicalistes comprendront-ils cette leçon politique élémentaire que la réalité de la lutte de classe est en train de leur infliger ?

Le Parti Communiste, dont les forces les plus nombreuses se trouvent à Séville, lutte dans les premiers rangs des ouvriers andalous. Cela fait honneur à l'esprit combatif des ouvriers communistes. Mais la direction du P. C. E. semble être entraînée par le mouvement syndicaliste au lieu de lui donner une orientation juste dans la lutte. La direction du P. C. se confond *politiquement* avec les aventures de l'anarcho-syndicalisme. Elle ne dénonce pas les méthodes funestes de la C. N. T.: elle les subit passivement au lieu de prévenir les masses contre les échecs que le syndicalisme leur prépare.

Dans sa dernière brochure sur l'Espagne, Trotsky désigne les facteurs qui peuvent provoquer des tentatives prématurées de lutte décisive. Ce sont : l'absence d'un parti fort, les traditions anarcho-syndicalistes et enfin l'orientation fausse de l'I. C. qui « ouvrent la porte aux explosions aventurières ».

Les derniers événements précisent avec une netteté particulière ces dangers. L'anarcho-syndicalisme, aidé par le P. C. officiel dérouté, prépare au prolétariat une défaite tragique.

Les luttes de Séville risquent de revêtir l'importance des journées de juin 1848 pour tout le prolétariat espagnol. L'opposition de gauche doit alarmer l'avant-garde prolétarienne contre la dépense insensée des forces, contre les aventures, contre les luttes décisives prématurées, sans préparation et sans orientation révolutionnaire et clairvoyante. Son avertissement aura d'autant plus d'importance qu'elle lutte à Séville, comme à Madrid, comme à Bilbao, dans les premiers rangs du prolétariat espagnol.

APRÈS LE DISCOURS DE STALINE

L. TROTSKY

Le Nouveau Zig-Zag et les Nouveaux Dangers

Le discours de Staline prononcé le 23 juin à la Conférence des dirigeants de l'industrie présente un intérêt exceptionnel. Non pas qu'il contienne des analyses profondes, des perspectives larges, des données précises, des indications nettes, claires. Il n'y a rien de tout cela. Il contient, comme toujours, des pensées courtes, formulées sciemment d'une façon ambiguë pour pouvoir changer ensuite dans tel ou tel autre sens, suivant les circonstances ; comme d'habitude, il rejette la faute sur les exécutants et manifeste une absence totale de rapport logique entre ses conclusions et les données initiales. Le discours de Staline est pénétré de tous ces traits et qualités bureaucratiques d'inconsistance. Mais à travers le tissu embrouillé de ce discours, nous apercevons des faits qu'on ne peut pas laisser sous silence. Ces faits impriment au discours son véritable sens politique. Libéré de son écorce, ce discours signifie ceci : « Cette fois-ci encore l'opposition de gauche avait raison. Tous ses avertissements se sont vérifiés justes. Quant à nous, les bureaucrates, avec nos injures grossières et nos répressions contre l'opposition, nous sommes restés des sots. » Bien entendu, Staline exprime ces pensées en d'autres termes. Il continue, évidemment, à fulminer contre le « trotzkysme » par de lourdes banalités. Mais ce n'est pas la logique bureaucratique de Staline qui nous intéresse; ce qui nous intéresse c'est la dialectique du processus économique qui est plus puissante que la plus solide bêtise bureaucratique.

LE PLAN QUINQUENNAL EN QUATRE ANS

Nous apprenons dans ce discours que l'accomplissement du plan industriel présente « un tableau très varié ». Il y a des branches industrielles qui ont donné au cours des 5 derniers mois une augmentation de 40 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière ; il y a d'autres branches qui ont cru de 20 à 30 % et il y a enfin des branches qui n'ont donné qu'une augmentation de 6 à 10 % et même moins. En passant, Staline remarque que cette dernière catégorie appartiennent l'industrie du charbon et celle du fer, c'est-à-dire la véritable base de l'industrialisation. Quel est le rapport entre les différentes parties de l'économie ? Il n'y a pas de réponse à cette question. Cependant c'est de la réponse à cette question que dépend le sort du plan quinquennal. Avec un calcul faux de toutes les parties, une maison en construction peut s'écrouler au troisième ou au quatrième étage. Avec un plan faux et, ce qui est encore plus important, sans ajustement correct du plan au cours de sa réalisation, la crise peut éclater à la fin même du plan quinquennal et créer des difficultés insurmontables dans l'utilisation et le développement de ses succès indiscutables. Et pourtant, Staline couvre ce fait important que l'industrie lourde n'a augmenté que de 6 % « et même moins » au lieu de 30 à 40 % par une phrase triviale : « un tableau varié ».

Nous apprenons dans le même discours que « dans une série d'entreprises et d'organisations économiques on a cessé depuis longtemps (!) de compter, de calculer, de faire des bilans fondés des recettes et des dépenses. On ne croit pas ses yeux, en lisant ces lignes : comment ? en quoi donc consiste la direction de l'industrie si ses résultats ne sont pas mesurés et vérifiés d'une façon de plus en plus précise ? Nous apprenons ensuite que le « régime d'économie... la rationalisation de la production ne sont plus depuis longtemps » à la mode. » Mais, l'orateur a-t-il pesé ses propres paroles ? Ne sonnent-elles pas comme un dénigrement monstrueux de toute l'économie soviétique et, avant tout, comme une accusation impitoyable contre la direction suprême ? « C'est un fait, — continue Staline, — que, pendant ces derniers temps, le prix de revient de certaines entreprises à augmenté. » Nous savons ce que signifient chez Staline des expressions comme « dans certains endroits », « dans une série d'entreprises », etc. Cela signifie que l'orateur a peur des faits, qu'il camouflé et cache leur importance. Sous la phrase « dans une série d'entreprises » se cache l'industrie lourde : non seulement elle donne une augmentation de 6 % du lieu de 40 %, mais encore son prix de revient augmente, compromettant ainsi la possibilité de son accroissement ultérieur. Et, par surcroît, nous apprenons que les calculs sont négligés et que la rationalisation n'est plus à la mode. Ne doit-on pas tirer cette conclusion alarmante que la véritable situation est encore plus sombre que ne la peint l'orateur ?

Comment cela a-t-il pu arriver ? Pourquoi et comment l'établissement des comptes et les calculs ont-ils été abandonnés ? Staline se tait là-dessus. Depuis quand les murs du plan économique sont-ils érigés non pas d'aplomb, mais, à vue d'œil ? Avec la précision qui lui est propre, Staline répond : « Depuis longtemps ». Comment se fait-il que les dirigeants ne se soient pas aperçus de cela ? Staline se tait. Nous répondrons pour lui. Les calculs, qui n'ont jamais été parfaits parce que l'Etat soviétique commençait seulement à apprendre à établir ses comptes à l'échelle nationale, ont été abandonnés complètement depuis que la direction bureaucratique a remplacé l'analyse marxiste et sa direction souple de l'économie par le fouet administratif. Les coefficients d'augmentation sont devenus des questions de prestige bureaucratique. Peut-on penser, dans ces conditions, à faire des calculs ? On considérait comme héros le directeur ou le président du trust qui « rattrapait et dépassait » son plan en pillant le budget et en torpillant, par la mauvaise qualité de sa production, les branches voisines de l'économie. Au contraire, le dirigeant industriel qui tâchait de bien coordonner tous les éléments de la production, mais sans battre les records bureaucratiques sacrés, était invariablement comblé d'amendes. Maintenant, Staline nous apprend que l'industrie connaît « une semaine ininterrompue sur le papier », « des succès sur le papier », « une comptabilité sur le papier », c'est-à-dire une comptabilité fausse. Mais, l'opposition russe n'a-t-elle pas averti dans chaque numéro de son Bulletin que les chiffres obtenus grâce à la pression administrative ne font pas avancer la production : les chiffres officiels sont plus flexibles que l'acier.

N'avons-nous pas écrit des dizaines de fois que Staline conduit le plan quinquennal tous feux éteints ? Cela fut évidemment, qualifié de calomnie contre-révolutionnaire. Tous les crétins et tous les aventuriers criaient au « défaitisme » de l'opposition de gauche. Mais que signifie la phrase : « On a cessé depuis longtemps d'établir des comptes, de calculer » sinon que les gens de l'appareil ont éteint les feux ? Si cela se pratique depuis longtemps, pourquoi le mécanicien en chef a-t-il tu tout tout le temps ? Voilà bientôt deux ans que nous parlons de feux éteints. Peut-on reconnaître plus clairement et plus catégoriquement sa faillite ? N'est-il pas clair que l'ordre de réaliser le plan quinquennal en 4 ans fut un acte d'aventurisme et de légèreté criminelle ?

La conclusion fondamentale qui en découle est nettement précisée dans le projet de plateforme de l'opposition internationale. « La course administrative aux rythmes « maxima » doit être remplacée par l'élaboration des rythmes optima des plus avantageux », qui garantissent non pas la réalisation apparente du commandement d'aujourd'hui, mais la croissance solide de l'économie sur la base de l'équilibre dynamique avec une distribution juste des moyens intérieurs et une utilisation large et réglée du marché mondial ».

QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Pour la première fois, Staline nous apprend avec tant de précision que la réalisation du plan se heurte non seulement au manque de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi de main-d'œuvre tout court. Ce fait peut paraître à première vue incroyable. La campagne russe contenait depuis toujours des réserves énormes de population en excédent qui, par surcroît, augmentait chaque année de centaines de milliers d'êtres. La croissance des sovhozes, la collectivisation et mécanisation de l'économie agraire devaient naturellement augmenter le nombre des gens qui quittent la campagne. On pouvait craindre plutôt la menace de la formation d'une armée de réserve gigantesque. Eh bien, il s'avère que l'attraction des paysans vers la ville est complètement disparue. Est-ce peut-être parce que la contradiction entre la ville et la campagne est disparue ? Ne sommes-nous pas « entrés dans le socialisme » à la troisième année du plan quinquennal ! Dans son dernier discours, Staline ne nous dit rien sur la réalisation du socialisme. L'orateur fut très modeste et il se borna à vanter vaguement l'amélioration des conditions de la paysannerie pauvre. Nous ne niions nullement ce fait. Il est, cependant, insuffisant pour expliquer l'arrêt de l'exode rural.

Les conditions de vie de 100 millions de paysans se sont-elles vraiment améliorées à tel point que la ville a perdu pour eux toute force d'attraction ? On ne peut admettre cette supposition qu'en admettant en même temps que la situation des ouvriers industriels ne s'est pas améliorée, mais est restée stationnaire ou même qu'elle a empiré.

(A suivre Page 7.)

A la Rédaction de la "Pravda"

La *Pravda* n° 180, du 2 juillet publie un article de Yaroslavsky sous le titre : « Un nouvel auxiliaire de Pilsudski ». D'après ce papier, j'aurais écrit un article pour le *Kurier Codzienny* de Varsovie contre le plan quinquennal, contre le pouvoir des soviets, etc., et cet article ou un autre — Yaroslavsky ne précise pas très bien — aurait fait le tour « d'une partie considérable de la presse bourgeoise d'Amérique, d'Angleterre, de Pologne, de Roumanie »... Laissant de côté les commentaires politiques et autres de Yaroslavsky, je me borne strictement au côté matériel de l'affaire.

Je n'ai donné aucun article au *Kurier Codzienny*, je n'ai aucune relation, d'aucune sorte, avec ce journal et j'ai appris l'existence même de ce journal par l'article de Yaroslavsky. L'article publié sous mon nom dans le *Kurier* est un faux qui ne diffère en rien de la fameuse « lettre de Zinoviev » et des autres documents semblables. Selon les informations d'amis, le *Kurier* continue toujours à publier des articles contre-révolutionnaires à moi attribués.

Je ne sais absolument rien de ce que publie sous mon nom « une partie de la presse bourgeoise d'Amérique, d'Angleterre, de Pologne, de Roumanie. Je n'ai donné à aucun journal de ces pays aucun article sur le plan quinquennal. Ainsi, dans ce cas encore il s'agit d'un faux, ou le plus vraisemblablement, d'une réimpression de l'article du *Kurier*.

Le *Manchester Guardian* est le seul journal bourgeois auquel j'ai donné une interview sur le plan quinquennal. Cette interview est consacrée à démontrer l'importance historique énorme du plan quinquennal et la nécessité de la collaboration entre l'Angleterre et l'URSS. Cette interview poursuit donc un but directement opposé à celui qu'essaient de m'attribuer les faussaires, établis depuis longtemps à Varsovie, Riga et autres lieux.

Par l'article de Yarolavsky, la *Pravda* a induit en erreur des millions de lecteurs. Je pense que la *Pravda* est obligée de publier mon démenti — par respect pour les millions d'ouvriers, de soldats et de marins rouges, de paysans, d'étudiants et des autres citoyens de l'URSS trompés par elle.

Kadiköy, le 15 juillet 1931.

L. TROTSKY.

APRÈS LA DÉFAITE DES TEXTILES

Quelques Leçons de la Grève

La grève du textile est terminée. Après dix semaines de lutte, de privations, de misère atroce, les cent vingt mille grévistes de Roubaix-Tourcoing sont retournés dans les usines subir l'exploitation patronale pour des salaires diminués. D'importantes leçons devront être tirées de cette grande bataille du prolétariat de France ; nous ne voulons dès maintenant signaler que celles qui nous paraissent essentielles.

Rappelons brièvement ce que fut ce mouvement. Aux prétentions patronales de supprimer la prime de présence, c'est-à-dire de faire payer aux ouvriers la cotisation pour les assurances sociales, les prolétaires du textile le 8 mai abandonnèrent unanimement le travail. Dès le premier jour et pendant huit semaines, la grève fut totale, le bloc ouvrier se maintenant sans défaillance aucune. Pendant ces huit semaines, les unitaires appelèrent les ouvriers à une lutte active, ardente, à des manifestations dans les rues, mais seule une minorité très faible les suivait. Pendant ce temps, les ouvriers écoutaient, les uns les chefs catholiques, les autres les chefs confédérés, qui poursuivaient sans trêve des pourparlers dans les ministères. Au bout de huit semaines, un certain nombre de patrons acceptèrent une formule « transactionnelle » présentée par Laval, acceptée par les confédérés et les chrétiens, et qui comportait une diminution de salaires. Le bloc des grévistes fut ainsi disloqué. Les premiers jours, un grand nombre de grévistes de toute tendance résista, ne voulant même pas accepter la proposition Laval ; mais la brèche était faite. La grève avait du plomb dans l'aile. La dixième semaine fut marquée par des rentrées nombreuses à Roubaix et à Tourcoing et à Halluin, où ne pouvait plus durer. Le consortium triomphait, ses bénéfices restaient intacts ; la misère ouvrière allait s'approfondir.

Epuisés par les privations, les grévistes ont été avant tout trahis par les chefs réformistes qui, prêchant le calme et la dignité, lassèrent la patience des ouvriers et exploitèrent cette lassitude pour créer dans la masse gréviste une brèche à travers laquelle passèrent les conditions patronales.

Dès le début du conflit, exposant toute sa durée, nous avons répété comme un leit-motiv : réalisation du front unique, élargissement du mouvement.

Le front unique n'a pas été réalisé à aucun moment. Les dirigeants de chaque organisation portaient chacun devant des salles de partisans. Jamais la parole unitaire ne pénétra dans une assemblée comprenant des confédérés ou des chrétiens ; la multitude d'affiches sans contenu ne pouvait remplacer les arguments. Aussi les chefs confédérés purent manœuvrer à leur aise sans que, dans une assemblée, ils aient à répondre à des questions embarrassantes. Ils firent accepter la proposition Laval à des ouvriers qui, après deux mois de lutte, n'avaient pas de perspectives et à qui personne ne montra le danger de cette proposition.

Par l'accord Laval, non seulement la grève n'était pas élargie, mais elle était réduite à un front plus étroit. Nous avons démontré à maintes reprises que le patronal, acculé par la crise économique à mener une lutte contre les salaires, engageait la bataille d'une façon méthodique, sur un front choisi, par lui, à un moment voulu, et qu'il était préparé dans ce cadre à mener la lutte jusqu'au bout : que, dans ces conditions, l'élargissement du front de la lutte était la condition indispensable à la victoire en même temps qu'il élevait le niveau politique de la bataille. Par l'accord Laval, les chefs confédérés portaient un coup terrible à la grève, la trahissaient. Ils criaient à la désagrégation du patronal, tandis qu'ils travaillaient réellement à la désagrégation des ouvriers.

∴

Pour être d'un autre ordre, les responsabilités des staliniens sont aussi des plus lourdes. Par leur stupide, leur criminelle tactique dite du « front unique à la base », ils ont travaillé contre la réalisation du front unique: ils ont laissé toute latitude aux chefs confédérés pour manœuvrer au profit de la bourgeoisie. Pas un seul instant, la direction unitaire ne sut faire les gestes hardis pour se rapprocher de la masse des grévistes qui avaient alors confiance dans les chefs confé-

dérés ; rien ne le prouve mieux que la représentation aux congrès tenus à Halluin : à côté de quelques centaines d'unitaires assistaient quelques confédérés ; sans insister sur ce que représentaient effectivement les délégués. Pas un seul acte pour se rapprocher des grévistes, pour montrer qu'on exprimait leurs volontés ; du premier au dernier jour de grève, les chefs confédérés furent qualifiés de traîtres ; cela ne pouvait suffire à détourner la confiance des ouvriers réformistes de leurs organisations pour la porter aux nôtres. Enfin, au moment où des ouvriers en nombre important abandonnaient le combat, qu'il n'était plus possible aux autres de poursuivre la bataille, alors qu'il était possible à la C.G.T.U., de faire entendre à ses ouvriers désorientés qui serraient les poings des paroles claires définissant les responsabilités, tirant les leçons pour la préparation des batailles futures, les staliniens se livrèrent à une innovation — la rentrée pour le mercredi — qui ne pouvait que les discréditer. A toutes les phases de la lutte, le centrisme fut fidèle à lui-même, empirique, incapable de comprendre le prolétariat et de le guider.

Les résultats de la grève, en ce qui concerne la force et l'influence des syndicats ouvriers : la trahison des chefs confédérés a ouvert bien des yeux et le syndicat réformiste marquera un recul sérieux. Les unitaires ne profiteront que peu de ce côté, car les fautes accumulées par les staliniens accumulent la méfiance des ouvriers ; et les gains faibles sur les confédérés compenseront surtout des pertes dues à la continuation des erreurs pendant la grève. Ceux qui se renforceront, ce sont les chrétiens, ne se compromettant pas et menant une politique des plus habiles qui, en fin de compte, sert les patrons.

Qu'indique cette grève du niveau de la lutte des classes en France et quelle influence son déroulement et sa fin auront-elles sur le développement des luttes prolétariennes ? En un an, trois grandes grèves ont secoué le nord de la France ; toutes trois se sont terminées par un échec des ouvriers. Que marque l'ampleur de ces luttes après les années sans bataille d'envergure ? Les centristes n'ont pas cessé depuis deux ans de palabrer sur la radicalisation des masses, l'essor révolutionnaire, la nouvelle poussée révolutionnaire, etc., sur toutes sortes de formules de ce genre que l'imagination des bureaucrates pouvait découvrir. Mais ils n'ont pas su montrer la convalescence lente, extrêmement lente du prolétariat, l'évolution de ses couches renouvelées depuis dix ans, après les dures défaites des années qui suivirent immédiatement la guerre. Ils n'ont rien vu des processus qui se poursuivaient d'une façon plus visible au sein du prolétariat : ils ont cru possible de forcer les choses et n'ont en réalité, par leur politique de la troisième période, réussi qu'à ralentir le développement de ces processus au lieu de les raffermir. Une politique juste qui aurait été solidement le prolétariat à ses organisations révolutionnaires aurait permis, dès le début de la crise, à la classe ouvrière de prendre l'initiative de la bataille. L'initiative appartient au capitalisme qui, depuis plusieurs mois, mène une offensive acharnée contre les salaires. Après les mineurs et les textiles, le capitalisme s'attaquera demain à la vie des travailleurs d'autres industries. Mais les grèves lui ont permis d'apprécier la puissance de la résistance ouvrière. Il faut que nos organisations sachent aussi faire cette appréciation. La grève du Nord, qui vient de s'achever, a témoigné d'une volonté de résistance fortement développée ; pendant huit semaines, elle empêcha chefs confédérés et chrétiens d'accepter une transaction. On peut même dire que ceux-ci, lorsqu'ils acceptèrent l'accord Laval, surestimèrent la lassitude de la classe ouvrière, car malgré l'acceptation des chefs, un grand nombre d'ouvriers poursuivit la lutte, sans suivre pour cela les unitaires. Cette grève, qui eut alors surtout un caractère sauvage, ne pouvait triompher, mais elle fut, par cela même, beaucoup plus indicative de la puissance de la résistance de la classe ouvrière, que les combats héroïques de la rue des Longues-Haies, de Menin et de Wervick. Un an de grève à Halluin dans ces trois dernières années, cela signifie plus qu'un combat d'un moment, si violent soit-il.

Les échecs du Nord pèseront, certes, sur la classe ouvrière, plus lourdement qu'ils n'auront réussi à élever la conscience de classe des prolétaires. Mais, si lourd que soit le poids de ces échecs, il n'empêchera pas qu'à l'avenir l'offensive capitaliste se heurtera à la résistance ouvrière. En vue de combats futurs, nos organisations doivent tirer les leçons des batailles perdues. La politique erronée du P. C. et de la C.G.T.U. les a considérablement affaiblis. En outre, dans le Nord, où la classe ouvrière, mieux organisée que dans le reste de la France, a résisté la première, cette politique fausse a fait le jeu des chefs réformistes traîtres au prolétariat et, par conséquent, contribué à la défaite des ouvriers.

Pour que les grèves futures ne soient pas des mouvements sauvages condamnés à l'échec ou des mouvements dirigés jusqu'à la trahison par les réformistes, il faut une politique juste et des organisations fortes. On ne peut construire celles-ci si l'on n'a pas élaboré celle-là. Pendant tout le cours de la grève du Nord, nos organisations — aussi bien dans le Nord qu'ailleurs — n'ont rempli qu'une faible partie de leur travail. Assurer la solidarité matérielle est bien, mais insuffisant. A-t-on posé, dans les cellules, dans les rayons, ainsi que dans les assemblées syndicales, l'étude de la politique à suivre dans la grève ? Nullement. Quatre de nos camarades qui avaient avant la grève pris l'initiative de poser la question ont été exclus du Parti au cours de la grève pour avoir donné une réponse hostile à la politique suivie. Persévérer dans cette voie, c'est continuer à faire peser la menace de nouveaux échecs. Il faut procéder à une révision complète de la politique suivie. Le prochain congrès de la C.G.T.U. doit avoir pour objet de faire l'étude critique la plus serrée des grèves des textiles et des mineurs, et d'élaborer une politique appropriée aux conditions réelles de la lutte de classes. Nombreux sont les militants communistes qui voient la situation, mais qui se taisent pour des raisons diverses, surtout la crainte d'être assimilés aux syndicalistes alliés de Dumoulin. Un échec aussi grave que celui que viennent de subir les 120.000 travailleurs du textile doit leur faire sentir toutefois les responsabilités qu'ils assument et qu'en se taisant devant les fautes des centristes, ils servent en réalité le C.I.S. et les 22 (qui vivent essentiellement de ces fautes). Il faut dès maintenant poser ces problèmes en discussion pour le Congrès de la C.G.T.U. pour qu'il y soit déterminé principalement une juste politique d'unité syndicale.

L'opposition de gauche a suivi la grande lutte des textiles pas à pas, dès sa préparation. Elle a, par les interventions de quelques camarades et par les faibles moyens dont elle dispose, apporté ses propositions, défini la politique qui aurait pu mener la grève dans une autre direction, permettre au communisme d'enraciner son influence parmi les travailleurs en lutte et renforcer la puissance de combat du prolétariat.

Aujourd'hui, elle s'opposera au découragement chez certains et apportera sa contribution pour que l'enseignement des défaites d'hier serve à préparer les victoires de demain.

ANNIVERSAIRE DE TRAHISON

Le Congrès de Vienne de l'I. O. S.

Le Congrès de l'Internationale, dite « Socialiste et ouvrière » qui se tient actuellement à Vienne n'apportera pas grand chose ni au socialisme ni aux ouvriers. Il y a déjà des années que l'Internationale deuxième a remplacé le socialisme de Marx et Engels, par une idéologie vulgaire de libéralisme bourgeois et ses Congrès sont plutôt des assemblées d'ex et futurs ministres du roi, de la République, de hauts et petits fonctionnaires du régime capitaliste, que des représentants ouvriers. Le régime capitaliste a traversé pendant cette dernière période pas mal de crises et beaucoup de changements se sont effectués dans le monde entier mais la fidélité et l'attachement de la social-démocratie mondiale à la bourgeoisie demeure inébranlable. Et ce n'est certes pas sa faute quand la bourgeoisie au lieu de bien apprécier ses mérites, la paye par un coup de pied au derrière et appelle au pouvoir le fascisme contre le prolétariat menaçant. La IIe Internationale, pieds et poings liés avec la bourgeoisie, mêlée par des milliers de ramifications à l'appareil bourgeois est destinée à périr avec elle ; mais avant sa mort la trahison de ses leaders envers le socialisme et la classe ouvrière, facilite l'exercice de la dictature fasciste et c'est la masse des travailleurs, sans distinction, qui paye par la misère et des souffrances innombrables. « La Victoire de la Révolution socialiste ne sera possible que par la destruction de la social-démocratie », et cette vérité historique énoncée par Lenine, il y a plus de dix ans, reste encore vivante aujourd'hui.

***

Deux pays : l'Allemagne et l'Espagne sont aujourd'hui places dans le centre des événements mondiaux et où la social-démocratie est forte, peuvent nous servir d'exemples pour caractériser le rôle de la social-démocratie. Dans ces deux pays, le régime capitaliste traverse une crise politique grave et la classe ouvrière a toutes les chances de prendre le pouvoir et d'instaurer, à l'exemple de l' U. R. S. S. sa dictature, ou de tomber victime de la contre-révolution.

Que fait la social-démocratie et quel est son rôle ? En Espagne, où tous les yeux des ouvriers se portent, où la social-démocratie compte 110 députés aux Cortès, la tactique des chefs socialistes est de freiner le mouvement révolutionnaire des masses, de partager le pouvoir avec la bourgeoisie et par une tactique que leur congrès a définie de « maximum de flexibilité possible » aident à la conservation du régime. Au nom de cette tactique, leur centrale syndicale U. G. T. joue ouvertement le rôle de briseur de grève dans tous les conflits. Leur ministre Caballero a introduit une mesure fasciste d'arbitrage obligatoire et leurs députés aux Cortès, votent une loi de protection du régime identique à la loi de Primo de Rivera, que même Macia et la gauche bourgeoise catalane hésitent à accepter. Cette trahison contre-révolutionnaire de la social-démocratie espagnole était consentie d'avance par leur internationale dont les chefs principaux, Vandervelde, Adler, Blum, etc, ont visité l'Espagne il y a quelques semaines, et sera certainement confirmée unanimement par le Congrès de Vienne.

En Allemagne, l'effondrement du régime capitaliste est si évident que même les social-démocrates sont incapables de le nier. Cependant le théoricien le plus éminent de la social-démocratie allemande, Tarnow et avec lui le Congrès de Parti, définissent le rôle de la social-démocratie dans la situation actuelle comme « non pas de ceux qui veulent enterrer le régime capitaliste, mais des médecins qui cherchent tous les moyens pour prolonger la vie d'un moribond ». Les médecins social-démocrates ne négligent vraiment rien pour prolonger au maximum la vie du capitalisme allemand. Et c'est le prolétariat et les classes pauvres qui payent les frais.

Le gouvernement Brüning a la meilleur soutien et exécute ses décrets-lois avec l'aide du gouvernement prussien social-démocrate Braun-Severing et le préfet berlinois Zerzinsky. Les chefs socialistes allemands ne se contentent plus d'un rôle de freineurs du mouvement révolutionnaire des masses, ils font sciemment la besogne de chien de garde de la dictature de Brüning, en supprimant les libertés élémentaires de presse, de réunion et manifestations sur la voie publique si chèrement conquises par la classe ouvrière. Les interdictions de la presse communiste, premier pas vers la mise en illégalité du P. C. A., la dispersion violente des manifestations ouvrières en conjonction avec toutes les trahisons sur le terrain des luttes économiques, voilà les médicaments avec lesquels la social-démocratie veut prolonger la vie du capitalisme moribond. C'est avec le sang des ouvriers assassinés par la police social-démocrate, c'est en provoquant jusqu'au désespoir des millions de prolétaires, que la social-démocratie sert de moloch du capitalisme allemand.

***

Le Congrès de Vienne qui a à son ordre du jour la situation allemande ne fera qu'applaudir à cette besogne des socialistes allemands.

Déjà les socialistes français et anglais, Blum et Henderson ont affirmé leur solidarité avec Breitscheid Brüning et le capitalisme allemand et international en adhérant à la conférence de Londres et à toutes les conférences possibles de l'avenir.. Il ne peut pas en être autrement. La social-démocratie devenue parti-probourgeois ne peut pas dans l'étape actuelle de la crise du capitalisme se différencier de lui en proposant ses solutions. Son internationalisme, le même que l'internationalisme du capital financier est seulement le reflet d'intérêt de classe et disparaîtra au moment de l'aggravation de la crise.

Cette crise est une des plus profondes qu'il y ait jamais eue : la Révolution espagnole, les banqueroutes du capitalisme allemand, les perturbations dans le monde entier, ont réveillé des espérances parmi les millions de prolétaires pour un meilleur avenir. Dans ce moment, les serviteurs du roi et de la république bourgeoise se sont réunis à Vienne pour délibérer comment arrêter cette vague montante et comment préserver le capitalisme devant la révolution prolétarienne. C'est sous ces auspices et avec ces buts que le congrès de la Deuxième Internationale est réuni à Vienne. Les millions d'opprimés du monde entier à qui l'agonie du capitalisme apporte de nouvelles souffrances, verront cette trahison de la social-démocratie et ils comprendront et se souviendront au moment nécessaire.

FELIX.

Dans le P. C. Italien

LE CAS PASQUINI

Sous le titre : « Un cas de pègre politique », Stato Operaio (mai 1931, n° 5), se voit forcé de dénoncer le cas Pasquini, de ce Pasquini envers qui le Secrétariat du Parti déclare avoir agi « avec une grande, une excessive indulgence ». Nous avons déjà expliqué pourquoi cette attitude libérale avait été adoptée par le Secrétariat du Parti italien envers Pasquini déjà une fois condamné comme opportuniste et liquidateur. Ce n'est qu'à la suite de nos publications que le compromis — que le Comité Central du P. C. italien cherchait à faire passer en douce — a été culbuté. Nous avons déjà dit que le cas Pasquini n'a aucune importance en ce qui concerne sa personne, mais en tant que démonstration du régime de duplicité qui existe dans le Parti, et qui est la conséquence des méthodes plébiscitaires instaurées dans l'Internationale et ses sections. En effet, le cas Pasquini, défini aujourd'hui par Stato Operaio comme un cas de « pègre politique », n'est que le produit naturel des mœurs introduites dans nos Partis par la bureaucratie dirigeante de l'I.C. Et c'est contre ces mœurs, contre la politique fausse qu'elles couvent que les camarades doivent se dresser, afin de rétablir la confiance mutuelle qui doit exister parmi les membres de toute organisation révolutionnaire prolétarienne.

Toutefois nous devons encore nous occuper du nouveau « document » que Pasquini vient de rédiger pour se justifier devant les organes dirigeants du Parti et qui vient d'être publié par Stato Operaio, *tout en le définissant « document d'un petit intellectuel opportuniste, jésuite, et ramolli ». Ce n'est pas par hasard que* Stato Operaio, *si soucieux de cacher aux camarades tout document ou écrit de l'Opposition, fait preuve d'une si large hospitalité pour la prose d'un type qu'il qualifie de félon et de faussaire. C'est évidemment parce que la direction du Parti, cherche, comme toujours, à exploiter dans sa lutte contre l'Opposition même des félonies d'un « petit intellectuel opportuniste, jésuite et ramolli ». Et c'est pour cela que nous sommes obligés de publier encore un écrit adressé par Pasquini à l'Opposition. D'après cet écrit les camarades verront comment ce malheureux voulait lutter politiquement contre la direction, et quelles sont une fois de plus les mœurs que le C.C. du Parti a cherché et cherche à couvrir en hurlant contre l'Opposition. Il sera publié dans le n° 3 du Bulletin de l'Opposition du P. C. Italien.*

Pasquini définit ses lettres parues dans nos Bulletins comme « stupides, idiotes, infantiles », en affirmant « qu'il avait été trompé » par nous. Glissons sur la justification puérile de la prétendue tromperie... Est-ce que quelqu'un lui a jamais demandé les notes sur Garlandi que nous publions ci-dessous? Est-ce que quelqu'un l'a trompé en le poussant à les écrire? Ces notes aussi lui feront l'effet de « l'irruption d'un mouton dans une vitrine ». Cela signifie simplement que les écrits de Pasquini ne sont que les irruptions d'un mouton, et que le C.C. du Parti, après avoir cherché à se concilier avec lui, se voit maintenant forcé de s'en séparer parce que le scandale de ces « irruptions » dénoncées par l'Opposition, ne peut être plus longtemps couvert.

La Comité de la Nouvelle Opposition du P.C.I.

QUELQUES DONNEES SUR GARLANDI

(par Pasquini)

1913 — De conditions sociale, critique musical. Donnée celle-ci très importante, vu qu'il n'est resté qu'un amateur. Aujourd'hui aussi il fait de la politique comme autrefois il faisait de la critique musicale : en amateur...

1915 — Officier de l'Armée, attaché à la censure de la poste des soldats. (Et il était déjà socialiste !) A ce moment, il parle souvent de la guerre et critique Trotsky, Lazzari, le Parti Socialiste italien ; mais il n'a pas encore appris la voie de l'auto-critique.

1919 — Il n'a rien compris à la situation révolutionnaire, il suffit de rappeler ses correspondances romaines au *Lavatore* de Trieste, correspondances vraiment humoristiques.

1920-22 — Caricature vivante du bordiguisme sans le moindre des côtés positifs. Articles sur *Il Comunista* bi-hebdomadaire, Milan, Rédacteur du « sciocchezzaio » (la boîte à sottises).

22 octobre 1922 — Resté à Rome, seul du Bureau Politique du Parti, (les autres étant en voyage pour Moscou), il passa à la presse l'article « piedigrottesco » (bon pour s'amuser), où l'on prétendait prouver que le coup d'Etat n'aurait pas lieu; que le ralliement de Nafics n'aurait été qu'une mascarade. Deux heures après, la marche sur Rome commencait ! L'article a été transmis à 22 heures le 27 octobre !

Le 29 octobre, nouvelle communication de lui : « En face de la marche sur Rome, etc., proposez aux réformistes la proclamation de la grève générale ! »

1924 : Crise de conscience. Canossa.

Août de cette année : article dans la *Correspondance Internationale*: « *Le fascisme crève doucement* » ultra-démocratique, super-légiste, super-aventinien.

1926 — 1) Liquidation politique du Parti (appel du Parti, *sans signature* et sans que l'on y dise si le Parti continuait à vivre ou non); 2) il quitte l'Italie tandis que le Parti était en pleine désorganisation.

1927 — Février, à Moscou : Sur le premier projet de résolution du présidium, il appuie pour l'Italie le mot d'ordre de la « Constituante ». (pure et simple).

Mai : Comité Central de Mars : discours sur le fascisme dénié comme un mouvement petit-bourgeois. Il est contrebattu même par Tasca.

Octobre : Tyrnani. Rebuffade contre Sozzi et les autres qui travaillaient à l'intérieur.

1928 — Il est le rédacteur des thèses de la Conférence du Parti dans lesquelles apparaît la formule de la « révolution populaire ». Au cours de la Conférence il affirme : « Des revendications partielles, on passera *naturellement* aux revendications politiques. »

1929 — Avril : Proposition d'un Conseil national slovène ! en suscitant l'enthousiasme de Pippo.

Conclusion :

1) C'est un superficiel, un amateur, un esthète, un opportuniste;

2) Dans tous les moments graves, il a été pris de frousse 1915, 1922, 1926), et il en sera encore pris à l'avenir.

3) Aux périodes de calme, quand il est sincère, il est un drôlier : Constituante, surestimation de la petite-bourgeoisie. Conseil National slovène;

4) De l'apprentissage de critique musical il lui est resté : a) la facilité de s'emparer du ton qui prévaut; b) la facilité de changer d'accord. »

Juillet 1930.

LETTRE D'ALLEMAGNE

La crise financière en Allemagne a continué à s'aggraver pendant cette dernière semaine. Malgré toutes les mesures (fermeture de la Bourse, restriction de l'activité des banquiers, etc.) de nouveaux krachs se sont produits. La Banque Nationale des Provinces du Rhin et la Banque de Brême Shreider ont fait faillite. — Toutes les deux sont des banques d'une grande importance. Il n'est pas douteux que le krach de la Danat Banque entraînera encore la faillite d'autres banques.

L'espoir de la bourgeoisie allemande sur un secours prompt de la part de l'Amérique, l'Angeterre et la France, et sous forme d'un gros emprunt ne s'est pas réalisé tout de suite. Les voyages de Curtius et Brüning à Paris et la conférence de Londres n'ont donné que de maigres résultats et c'est seulement maintenant que la question d'une aide à l'Allemagne est effectivement posée en même temps que des garanties que l'Allemagne peut donner en échange. Il est clair qu'il ne s'agit pas ici de garanties de sécurité.

Le moratorium de Hoover était sans doute une victoire pour la bourgeoisie allemande tandis que pour la France c'était le commencement de la liquidation des réparations et du Traité de Versailles. La bourgeoisie française savait qu'elle serait obligée de capituler devant le capitalisme américain dans la question du Moratorium. Mais en même temps, elle savait que l'Allemagne se trouve au seuil de l'effondrement financier et le prolongement des pourparlers met la bourgeoisie allemande dans une situation difficile. Elle cherche maintenant par la voix de son représentant Laval à exploiter la situation en Allemagne pour repousser la demande de l'impérialisme allemand qui vise en premier lieu à la suppression des réparations et du Traité de Versailles. Elle demande des garanties pour avoir la possibilité de tenir en laisse l'appétit impérialisme de la bourgeoisie allemande. La réussite de tous ces plans de la bourgeoisie française dépend avant tout de la position de l'Amérique et de l'Angleterre. Il est néanmoins clair que la bourgeoisie allemande sera obligée totalement ou partiellement de capituler.

Malgré tous les décrets du Gouvernement Brüning, l'état de l'industrie s'est aggravé de nouveau. Chaque jour on procède à de nouvelles fermetures d'usine et des licenciements en masse d'ouvriers et d'employés. Presque toute l'industrie du textile de Saxe a fermé ses usines, n'ayant pas la possibilité de se procurer en Angleterre des matières premières nécessaires pour elle avec sa monnaie, le mark. L'usine de wagons à Werdau (Saxe) a fermé en même temps que Krupp a arrêté une partie de ses ateliers comme Ford qui en a fait autant dans sa nouvelle usine de Cologne. Il est probable que si la situation ne change pas, ces mesures prendront des formes inimaginables et l'armée de chômeurs de 4 millions existante s'augmentera d'une nouvelle masse de chômeurs. La nécessité de payer des assurances sociales à de nouvelles centaines de milliers empirera plus encore la situation financière.

La crise de l'Economie capitaliste allemande a atteint maintenant son plus haut degré. Les kracks des banques et la situation financière apporteront certainement des effondrements industriels à une échelle plus grande. L'appareil de production de l'Economie allemande ne peut pas être maintenu sur la base de l'Economie mondiale avec sa capacité actuelle et sa grandeur. Il sera obligé de réduire. Même si ces gros emprunts réussissent, la situation ne changera pas beaucoup et de ce fait, et la situation d'avant les krachs ne pourra être rétablie.

Le chômage grandira à l'avenir. On peut aussi prévoir de grandes luttes ; quels seront leurs résultats ? Cela dépendra surtout de l'attitude des masses et de la politique de notre Parti. La bourgeoisie se prépare pour cela ; elle a commencé par une grande attaque contre la presse prolétarienne.

ABOLITION DE LA LIBERTE DE LA PRESSE

Le 17 juillet, est entré en vigueur le nouveau décret-loi contre les excès politiques. Ce décret est en fait l'abolition de la liberté de presse en Allemagne. De la constitution de Weimar il n'est resté aucune trace désormais, en matière de liberté de presse.

Même le Berliner Tageblatt *est obligé de dire quelques vérités dures au sujet de ces décrets-lois. Dans son édition du soir n° 365, il dit : « Le droit d'exprimer librement son opinion est aujourd'hui pratiquement aboli en Allemagne ».*

Et chaque nouvel article, chaque position de principe est menacé par une confiscation de journal ; il est clair que toutes ces mesures sont en premier lieu contre la presse communiste. Même si les leaders du Parti socialiste allemand défendent ce décret sous le prétexte qu'il est dirigé contre la presse fasciste, chaque ouvrier allemand sait que, en fait, c'est contre le prolétariat révolutionnaire et uniquement contre lui. Avec l'aide de ce décret, la bourgeoisie réussit à étouffer pour longtemps la presse communiste et par des interdictions systématiques à la détruire complètement.

Et l'offensive de la bourgeoisie ne trouve pour le moment aucune résistance. La combat entre la police et les ouvriers à Gelsenkirchen et Essen, Leipzig, Trieer, etc., sont encore des faits isolés et touchent seulement une petite partie du prolétariat. Ces luttes peuvent avoir une importance, mais elles ne sont pas des luttes de masse du prolétariat allemand contre la politique de dictature et de famine du gouvernement Brüning et la bourgeoisie allemande. C'est la faute de la direction centriste si la situation est ainsi. Mais il est toujours temps. La situation propice en Allemagne n'est pas dépassée encore. Un hiver de grands combats de classe est encore devant nous. C'est de la capacité de lutte du Parti que dépendra le développement ultérieur. Un changement radical de la politique sur la base de la tactique du front unique en est la condition primordiale.

Dans la mesure où notre parti se rapprochera des ouvriers social-démocrates, il s'approchera aussi de la prise du pouvoir.

R. W.

Le 20-7-31.

LA VÉRITÉ
45, boulevard de la Villette, 45
PARIS — Xe
ABONNEMENTS :
France et Colonies :
6 mois : 12 fr. — 1 an : 25 fr.
Abonnement à l'essai : 3 mois : 5 fr.
Etranger :
6 mois : 20 fr. — 1 an : 35 fr.
(Chèque postal : P. Erank 136-855

LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE

Notes de la Quinzaine

L'OUVERTURE DES CORTES

Après les élections complémentaires du 12 juillet, a eu lieu l'inauguration de la session des Cortès constituantes, sans que l'on ait eu à enregistrer de modifications dans la composition des différents groupes parlementaires. En réalité, les élections du 12 ont été une répétition minuscule de celles du 28 juin; elles ont simplement servi à augmenter le nombre des députés des groupes républicains et socialistes.

Les Cortès Constituantes se sont ouvertes avec « une grande solennité » disent, avec emphase, les journaux bourgeois. C'est tout ce qu'ils ont dit jusqu'ici sur le commencement du régime, et après huit années de fermeture forcée du Parlement.

Mais l'on commence à voir clair dans la grande comédie qui se prépare. Zamora a prononcé un discours d'ouverture modéré, mais très habile, montrant bien ce que représente l'actuelle république bourgeoise. Le problème des responsabilités sera enterré après de nombreuses discussions. Nous devons exiger que l'on dénonce les responsabilités, surtout celles du désastre du Maroc dans lequel a été très compromis Zamora.

Le statut catalan, modéré dans la forme et dans le fond, sera l'objet d'une « étude attentive et sérieuse ». Il est presque sûr qu'il sera approuvé, malgré quelques partis qui seront contre. C'est pour cela, d'ailleurs, qu'il y a des députés. Il n'en est pas moins vrai que Macia, après son triomphe électoral retentissant, a voulu aller jusqu'au bout dans sa démagogie séparatiste, tout en trompant le peuple catalan.

On parle déjà du futur président de la République, et on cite pour cette fonction Zamora. Après son discours inaugural, on voit chez Zamora le dieu qui doit sauver l'Espagne d'une révolution prolétarienne.

Les socialistes ont réussi à avoir la présidence et le premier secrétariat de la Chambre. La comédie a commencé. Le peuple va avoir une constitution contre lui-même.

Le P. C. E. n'a aucune représentation dans les Cortès. Il n'a même pas un élu, malgré les efforts faits au ballotage, avec les partisans de Maurin, la C. E. du P. C. E., Maurin et Cie sont également les responsables de la division du P. C. et de ce que celui-ci ne soit pas représenté dans les Cortès.

LES FORCES DU P. C. E.

Les effectifs du P. C. E. ont beaucoup augmenté pendant ces deux derniers mois. Le bureaucratie a vu dans cet afflux d'éléments un motif pour renouveler une violente série d'attaques contre la gauche communiste. Nos staliniens mettent un grand zèle à nous confondre avec les « scissionnistes » de l'Agrupación de Madrid et la Fédération catalano-baléare, et nous accusent d'avoir créé un second P. C. Tout le monde sait, les bureaucrates staliniens en premier lieu, que les mêmes différends nous séparent des Fédérations de Madrid et de Barcelone. Malgré cela, on emploie cet argument [illegible] se ouvrière espagnole, et on affirme que le Parti augmente et progresse malgré les manœuvres trotskystes.

Mais, malgré toutes ces canailleries des staliniens, nous défendons l'unité organique et doctrinale du P. C. E.

Le P. C. E. a vu le nombre de ses adhérents augmenter et malgré cela, il a admis dans son sein des éléments douteux de la petite bourgeoisie et des aventuriers sans aucun scrupules. Par exemple, il a admis un individu qui, pendant la dictature Primo de Rivera, avait envoyé de la prison où il était, une lettre où il reniait ses idées communistes et où il promettait d'être à l'avenir un « garçon sage ». Cet individu a été ensuite chargé de la direction d'un organe du Parti.

Un autre cas typique : il n'y a pas bien longtemps, a été élu du Parti un journaliste bourgeois, Antonio Espina. (Quatre jours plus tard, ledit journaliste bourgeois a été nommé gouverneur civil d'une province par le ministre de l'Intérieur, Maura, et notre bon journaliste a accepté avec le sourire; aujourd'hui, il est prêt à faire assassiner tout ouvrier qui ne défendra pas la république bourgeoise.

De ces cas-là, on peut en citer par douzaines. Evidemment, nous sommes ennemis de ce que les bureaucrates appellent « progrès » du P. C. E. Nous voulons l'union de tous les communistes espagnols pour assainir le Parti et le rendre plus fort, mais non pas que dans les rangs du Parti de la classe ouvrière s'introduisent des éléments antiouvriers et bourgeois.

QUELQUES MOTS SUR LE PARTI ET SUR LA FEDERATION CATALANE

Le rapport des forces n'a pas changé radicalement pendant ces dernières semaines. La forteresse du Parti officiel est encore Séville. Ils n'y ont pas la force qu'ils prétendent, mais c'est plus que ce qu'ils ont dans le reste du pays. A Madrid, la section locale indépendante doit avoir de 500 à 600 membres et publie un hebdomadaire : La Antorcha. La Section du Parti doit avoir 70 ou 80 membres à peu près. En Catalogne, le Parti officiel n'a rien gagné en essence, sauf quelques douzaines de chômeurs attirés par l'agitation démagogique des staliniens. La Fédération catalane progresse. Elle avait il y a trois mois près de 1.000 membres cotisants. Elle en a maintenant 2.700. Le tirage de La Batalla est de plus de 20.000. Son orientation est toujours chancelante, non définie. Au Congrès d'unité, qui aura lieu en août, surgira inévitablement un nouveau parti. L'idée de l'unification est très populaire dans tout le pays. Mais nous nous heurtons à un grand obstacle : le parti officiel et l'I.C. Quelle responsabilité énorme portent ces gens-là ! La lettre du camarade Trotsky au Bureau politique a produit une excellente impression. Nous ferons poursuivre avec une énergie redoublée notre travail en faveur de l'unification. C'est une question de vie ou de mort pour notre mouvement.

Il faut aussi donner une ferme orientation idéologique au prolétariat dans la situation révolutionnaire. Les anarcho-syndicalistes sont tombés dans une confusion épouvantable. Les staliniens mènent une politique absurde. La Fédération catalane et la section autonome de Madrid n'ont pas, à vrai dire, une politique. L'opposition a donc une tâche énorme à remplir dans ce sens. Elle la remplira. La revue peut jouer dans ce sens un grand rôle.

PANIQUE DANS LA FEDERATION CATALANO-BALEARE ET DANS L'AGRUPACION DE MADRID

L'I. C. a envoyé au P. C. E. une délégation de façon à résoudre la crise interne du communisme espagnol. On a fait des démarches très adroites auprès de la Fédération de Maurin en proposant l'envoi d'une délégation à Moscou. Mais les délégués de l'I. C. avaient proposé une délégation qui n'avait pas la confiance de la base, et que celle-ci estimait insuffisante. Les représentants de l'I. C. n'étant opposés à une réunion de la Fédération Maurin, ceci a occasionné la rupture des relations.

Comme conséquence, « Mundo Obrero » a publié une résolution du C. E. de l'I. C. excluant définitivement Maurin et tous ceux qui se solidariseront avec lui. La résolution déclare que l'I. C. désapprouve totalement la politique de Maurin, mais qu'elle peut admettre dans les rangs du P. C. E. tous les militants de la F.C. C.B. et de l'Agrupacion de Madrid qui le solliciteront individuellement ou collectivement. Toutefois, ils devront désapprouver la politique de Maurin, et naturellement des « trotskystes ».

La manœuvre ne peut être plus hypocrite. Elle tend à désorganiser les rangs de la F. C. C.B. en invoquant une prétendue bonne volonté des Staliniens pour l'unification du Parti. Mais le C. E. du Parti officiel se réserve le droit de qualifier de « trotskystes » tous ceux qu'il ne veut pas réintégrer. Ainsi l'unité sera un mensonge, un remède sans aucun effet. Maurin a trompé les militants de base de sa Fédération en parlant simplement de différends techniques et non politiques. Ce pourrait bien être le commencement de la lutte pour la destruction du bloc sans principes de Maurin. Mais on ne peut douter que les meilleurs communistes ne soient admis par les bureaucrates staliniens. Ils seront qualifiés de « trotskystes » et adhéreront à l'O. G. E. Maurin court le risque de rester tout seul. Nous reconnaissons que sa façon d'agir a été courageuse quand il a exigé des représentants de l'I. C. la représentation de l'Agrupación de Madrid dans la délégation. Nous ne pouvons être d'accord avec Maurin, mais il ne serait pas juste, et nous ne connaîtrions pas notre devoir de véritables défenseurs de l'unification du P. C. E., en ne dénonçant pas l'attitude de certains chefs de Madrid qui l'ont abandonné.

Pour le reste, l'unification du P. C. E. ne peut se faire par « real décret » de Moscou, ni par l'envoi d'une délégation en U. R. S. S. préparée et imposée dictatorialement, mais par l'organisation d'un Congrès national c'est cela qui refera l'unité communiste brisée par les bureaucrates de Staline. Ce sont les camarades de base qui doivent désigner les délégués qui iront à Moscou et pour nous la crise doit être résolue en Espagne.

LE CONGRES NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE

Le 10 juillet se tiendra à Madrid le Congrès extraordinaire de la social-démocratie espagnole pour fixer sa position [illegible] la situation politique actuelle. Les élections [illegible] Cortès constituantes [illegible] la plus puissante, à considérer les chiffres, au parti socialiste ouvrier d'Espagne. Cette circonstance place la social-démocratie espagnole devant le dilemme de retenir ou d'accepter le pouvoir intégral dans un délai assez rapproché. A cet égard, les déclarations du ministre socialiste des Finances, I. Prieto, sont déjà bien significatives, lorsqu'il indiquait que les social-démocrates ne donneront pas leur adhésion à un Gouvernement présidé par l'actuel ministre des Affaires étrangères, Lerroux, chef de la minorité la plus proche des socialistes par l'importance numérique.

Suivant I. Prieto, les socialistes ne voteront pas pour un Gouvernement Lerroux. Les socialistes l'expriment par la bouche de l'un de leurs hommes les plus représentatifs, en même temps qu'ils déclarent que le compromis conclu à Saint-Sébastien comportant la collaboration avec le Gouvernement actuel, a été une erreur de leur parti.

Sur ce problème, le Congrès aura à se prononcer le 10 juillet, où les chefs traîtres du socialisme espagnol l'ouvriront. Il plus probable, c'est qu'ils adopteront une formule vague pour éluder leurs responsabilités.

L'organisation de Madrid du Parti socialiste a tenu plusieurs réunions qui n'ont pas abouti à un résultat concret. Tout a été laissé pour le Congrès.

La social-démocratie espagnole craint beaucoup de prendre le pouvoir absolument dans ses mains et craint parellement de continuer à faire partie d'un Gouvernement qui assassine les ouvriers socialistes. Le problème est donc bien complexe et les masses ouvrières désertent précipitamment le camp social réformiste.

Le P. C. d'Espagne doit user de cette situation pour dénoncer les trahisons de la social-démocratie espagnole. Le meilleur moyen est de pousser les socialistes à la prise du pouvoir. C'est le moyen le plus efficace pour les démasquer.

Inutile de dire que du Congrès ne sortira rien de pratique.

LA VAGUE DE GREVES

Le mouvement de grèves continue. Les maçons de Séville ont réussi à grouper tous les travailleurs du bâtiment et cette grève promet d'être intéressante.

La grève du téléphone continue avec la même énergie. Dans différentes villes d'Espagne, les communications ont été coupées. Maura, d'accord avec le parti radical-socialiste et avec le préfet de police Galarza, a ordonné à la force armée de faire usage de ses armes contre les grévistes qui tenteraient de saboter. Et le plus fantastique, c'est que l'ordre a été donné de faire usage des armes sans sommation.

Dans ces conditions, la Garde civile considère qu'il ne pourra y avoir de groupe de plus de deux ouvriers sans faire immédiatement usage de ses armes. Il convient de signaler que Primo de Rivera n'a jamais osé publier un ordre de ce genre. Comme on le voit, la république espagnole incarne la civilisation, le progrès, la démocratie et la liberté.

Avec ces notes, nous exposons un article d'un camarade, employé des téléphones, qui examine l'origine et le cours du grand conflit que soutiennent en ce moment les ouvriers et les employés du téléphone. Ce conflit appelle une mention spéciale parce que, à part l'énorme importance qu'il présente, il est sur le point d'avoir de sérieuses répercussions.

Au moment où nous écrivons, on parle d'une proposition de grève générale dans toute l'Espagne, par solidarité avec les ouvriers et employés [illegible] solu avant le lundi prochain 13 juillet. Naturellement, sur une simple proposition de grève de solidarité préconisée par les chefs réformistes de la C. N. T., une grève générale dans ces moments d'intense agitation politique actuelle, et en ten

QUINZAINE SYNDICALE

Un tournant?

Depuis plusieurs semaines, un tournant s'ébauche dans la C.G.T.U., non point que l'on mette en discussion pour le prochain congrès confédéral, les problèmes qui se posent actuellement devant le mouvement ouvrier : unité syndicale, front unique, tactique dans les grèves ;ce tournant concerne les « méthodes de lutte »... contre les minorités syndicalo-réformistes.

Il est excellent, en soi, que l'I. S. R. semble exiger d'autres méthodes internes. Depuis toujours, l'Opposition de gauche réclame une saine pratique de la démocratie prolétarienne, impliquant sur le terrain syndical une information honnête une discussion large, répudiant les calomnies, les informations tronquées, mais l'Opposition de Gauche a bien souvent souligné que l'orientation politique de l'organisation syndicale engendre son régime.

Les épigones ont en effet renoncé dans l'I. S. R. à tirer profit des enseignements de Lénine. Ils ne considèrent plus les syndicats comme les organisations primaires du prolétariat, comme l'école d'entraînement à la Révolution. Ils ne cherchent pas dans le syndicat une masse électorale qui, par le libre jeu de la démocratie, fait émaner des enseignements des luttes, son orientation et choisit ses dirigeants.

Depuis des années, après avoir appliqué sur le terrain syndical les conceptions apparentées à celles de l'Internationale Communiste en Chine, en réalisant dans le Comité Anglo-russe un compromis par « en haut » ruinant ainsi le mouvement minoritaire et le Parti Communiste anglais, le centrisme applique dans l'I. S. R. une politique d'aspect ultra-gauchiste de scission syndicale. En Allemagne, en Espagne, en Grèce, abandonnant la politique de l'unité syndicale qui fut toujours celle des communistes.

L'orientation qui détermina cette tactique syndicale fut celle fameuse troisième période où ils proclamèrent une période de montée révolutionnaire, en une période de reflux politique.

Le régime intolérable fut engendré par une politique erronée et ne disparaîtra qu'avec elle.

Nombreux sont les ouvriers syndiqués qui, sans remonter aux causes, se heurtent aux effets, et, par la loi de moindre résistance risquent d'échouer au C.I.S. La direction centriste veut actuellement leur donner des gages en se maquillant.

Le rôle des oppositionnels est clair. Ils doivent rassembler autour d'eux les ouvriers communistes et s'ils sont mis en mouvement contre la bureaucratie centriste par la conséquence du régime interne de sa politique, l'Opposition de Gauche doit les entraîner vers les véritables objectifs du redressement syndical par une lutte contre les causes mêmes, qui engendrent ce régime.

« Démolir les minoritaires », court de bouche en bouche. On manigance en coulisse ; on espère faire capituler l'un, faire taire l'autre, peut-être on tenterra de corrompre un troisième.

En réalité, le problème est plus profond. La fausse orientation de la politique de notre C. G.T.U., pendant toute une période de dépression prolétarienne, s'ajoutant aux conditions objectives, constitua un facteur important pour le renforcement des illusions réformistes dans la classe ouvrière. C'est ainsi, les méthodes bureaucratiques y aidant, qu'apparut, sous l'aspect du C.I.S., le chancre réformiste rongeant la C.G.T.U.

Une à une les erreurs de la politique centriste l'alimentent; l'abandon de la politique de l'unité syndicale a raffermi sa base qu'une politique juste (conditions de l'unité : démocratie syndicale, droit de fraction. Moyens : faire un congrès de fusion : immédiatement : le front unique d'organisation à organisation) aurait fait disparaître en poussière.

Une conception juste des luttes syndicales actuelles avec des mots d'ordre précis entraînant autour de la majorité confédérale les [illegible] dans le tournant actuel n'apparaissent pas ces possibilités qui ne deviendront vivantes que par une lutte opiniâtre contre les staliniens au nom du communisme authentique dans le Parti, dans la C.G.T.U.

Cette lutte nous allons l'engager dans les organisations en l'appuyant deux la Vérité par une campagne systématique avant le Congrès National de la C.G.T.U. et nous appelons tous nos amis à y participer. Tous nos amis doivent participer aux tribunes de discussion dans la V. O. et dans l'Humanité.

Tous les oppositionnels qui militent dans les syndicats doivent redoubler d'activité pour le Congrès de la C.G.T.U. Démontrer le caractère artificiel du tournant actuel est leur première tâche. — R.

DANS LA RÉGION LYONNAISE

Une réunion pour l'Unité Syndicale

Les « 22 » ont organisé à Lyon, dimanche 26, une grande réunion sur l'U. S., à laquelle ont pris la parole : Dumoulin, Guilbeaux, Rambaud.

Le clou de la réunion était naturellement Dumoulin. Celui qui fut l'artisan de la scission en 1920, doit sa possibilité de parler à la faveur du respect que les ouvriers portent à la question de l'U. S. qui les touche de près.

Rarement cynisme plus abject, fausse sentimentalité, larmes de crocodile se sont faits entendre. Ah ! il fallait le voir et l'écouter pour juger l'homme ! Sur les causes de la scission elle-même, pas un mot, et pour cause...

En bon comédien, gardant son sérieux, il montre que la politique de présence de la C. G. T., présence dans toutes les organisations gouvernementales et patronales n'a abouti à aucun résultat « sérieux » ! pour la classe ouvrière. L'expérience de la C.G.T.U. n'a rien donné non plus, dit-il. Il se sert adroitement de toutes les fautes de la 3e période, et cela porte... mais le bouquet, c'est quand il s'exalte devant les « vertus » du parti socialiste et « certaines valeurs » qu'il accorde volontairement au Parti communiste.

Le rôle de Rambaud est double : attaquer la C. G. T. U. en s'appuyant sur les fautes de celle-ci et le bluff qu'elle pratique pour défendre les Dumoulin et Cie. Piètre rôle de Rambaud et Chambelland. Décidément, la minorité de la C. G. T. U. ne sert que de paravent et d'avocat aux pires ennemis de l'Unité syndicale.

Après un appel franc contre l'Unité syndicale au nom de la C. G. T. S. R. par Huart, il profite de l'occasion pour montrer son respect, son amitié à Dumoulin et Cie qu'il défend contre les « attaques injustes » des communistes qui imputent à Dumoulin et Cie la scission syndicale. Pour lui, la scission était une chose naturelle, donc personne n'a agi en traître, pas plus Jouhaux que Monmousseau. Celui-là, au moins, est franc !

Au nom de la C. G. T. U., Cellier révolue vigoureusement et arrache le masque d'unificateur de Dumoulin qui lui va assez mal. Il rappelle la scission et le rôle de Dumoulin à ce moment, et aussi le pèlerinage de Dumoulin non pas parmi les ouvriers, mais dans les bureaux et institutions de la bourgeoisie.

Ce sont les erreurs que l'opposition de gauche a dénoncées depuis longtemps. Notre désir de les corriger et du redressement général a été l'objet des plus basses attaques et calomnies. Il est temps de comprendre que la faute de ne pas nous avoir écoutés à temps a permis et a aidé Dumoulin et Cie de désagréger les forces révolutionnaires, notre C.G.T.U. et miner toute l'action du prolétariat.

Battre les Dumoulin, on ne le peut qu'en revenant à une politique syndicale juste, à une politique communiste juste, telle que la poursuit l'opposition de gauche.

« Travail » sur 2 pages !

L'organe régional du P. C., pour la première fois depuis sa parution, vient de paraître samedi dernier sur 2 pages.

C'est un coup terrible pour les communistes et nous le ressentons. Ce coup ne peut que redoubler et renforcer notre cri d'alarme aux membres du Parti contre une Direction irresponsable et incapable qui mène notre Parti à la catastrophe.

Après avoir vidé les rangs de la C.G.T.U. et du P. C. par une fausse politique, par des fausses méthodes et par un régime intérieur bureaucratique, elle mène le Parti et les organisations révolutionnaires de défaite en défaite...

Il y a quelques mois, les élections législatives partielles ont donné un grave avertissement. En effet, à 2 ans d'intervalle, dans le seul 3e arrondissement, les voix du Parti ont passé de 1.500 et quelques à 400 et quelques, 2/3 des voix en moins !

Aujourd'hui, le journal Travail sur 2 pages.

Camarades du Parti, alarme ! Où allons-nous ? Un redressement, un assainissement s'impose immédiatement. Il faut faire appel à tous les communistes dévoués et sincères, dans le Parti et hors du Parti, à reprendre le travail du redressement. Il faut donner la possibilité à l'opposition de gauche d'accomplir normalement son devoir à l'intérieur de notre Parti communiste. C'est une question de vie ou de mort pour le Parti. Aux ouvriers de réfléchir et d'agir. S.

APRÈS LA DÉFAITE DE LA GRÈVE

Silence aux chefs incapables !

Les ouvriers du textile du Nord sont une fois de plus battus. Le patronat n'a pu remporter cette victoire qu'avec la complicité des chefs réformistes et chrétiens. Les unitaires avec leur tactique abracadabrante n'ont pu mettre obstacle aux manœuvres des réformistes et des chrétiens et ils n'auront retiré de cette bataille aucun profit sérieux.

Ayant conscience de la faillite de leur politique et du néant obtenu, les dirigeants donnent l'impression d'être littéralement affolés et pour se consoler, ils s'attiquent avec violence (ce qui est bien, mais insuffisant) aux chefs réformistes et chrétiens, mais ils s'en prennent aussi aux militants et ouvriers unitaires qui ont le tort de ne pas considérer comme « évangile » tout ce que Bostoen et Declercq expliquent ou essaient d'expliquer.

Dans « l'Enchaîné » du 23 juillet, un lâche anonyme, répondant au Journal de Roubaix qui trouve que seule Hallum a conservé la physionomie de grève, explique: « Pourquoi avons-nous cette résistance à Halluin, Roncq, Wervicq et Commines ? Parce que là, malgré toutes les manœuvres de division et de désagrégation du groupuscule trotskiste, la direction de la grève a été entre les mains des communistes et des unitaires. » En langage clair cela veut dire que dans le secteur d'Halluin, les trotskistes n'ont pas réussi leur besogne de trahison comme les chefs réformistes et chrétiens l'ont réussie à Roubaix-Tourcoing. D'abord répondons que dans le secteur d'Halluin pas plus qu'à Roubaix-Tourcoing, les organisations unitaires n'ont eu la direction de la grève. Nos dirigeants se sont beaucoup agités mais en fait ils n'ont jamais dirigé la grève, ni au début ni à la fin. L'échec de l'ordre pour la rentrée de mercredi seulement l'a suffisamment démontré.

Mais quels sont ces sales trotskistes qui ont voulu diviser et désagréger le bloc des grévistes pour les trahir comme à Roubaix-Tourcoing? Tout simplement les neuf camarades d'Halluin qui, dès avant la grève avaient préconisé une véritable politique de front unique qui seule aurait pû empêcher la trahison réformiste de réussir. Et c'est pour avoir défendu ce point de vue que des militants unitaires et communistes sont traités de la même façon que les chefs réformistes et chrétiens.

Le triste fonctionnaire qui a écrit une pareille saleté dans « l'Enchaîné » doit se faire connaître. Il devra dire si des militants ouvriers qui paient régulièrement leurs cotisations syndicales, ont le droit de parler et de défendre leur point de vue sans être traités publiquement de traîtres et placés sur le même plan que les chefs réformistes. Ou alors il devra s'expliquer et faire la preuve de ses odieuses accusations. Nous demandons que les dirigeants unitaires ouvrent notre procès dans les syndicats unitaires, mais un procès qui comportera autre chose que des insultes lâches à la portée du premier Weggscheider venu.

Mais nous croyons bien que ce procès ne viendra pas. C'est pourquoi nous ferons celui de nos dirigeants qui, une fois de plus, ont permis au réformisme de se tirer d'un bien mauvais pas.

Ce n'est pas à eux de dire « silence aux chefs traîtres » en nous y comprenant; c'est à nous de dire « silence aux chefs incapables » !

Albert Cornette.

LA LIGUE AU TRAVAIL

Afin de discuter des problèmes que soulèvent LES DERNIERS EVENEMENTS ESPAGNOLS, et pour donner aux ouvriers communistes l'occasion d'entendre et de faire entendre leur opinion sur LE RECENT DISCOURS DE STALINE, le groupe de Paris de la Ligue Communiste organise 2 REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES : le samedi 5 août, à 20 h. 30, restaurant Amédée, 143 rue des Pyrénées (20e) (coin Ide la rue de Bagnolet) et le jeudi 13 août, à 20 h. 30, restaurant 4, avenue Reille (14e) (coin de la rue de Tolbiac).

La Vérité chez les Textiles

XENOPHOBIE SOCIALISTE

Les journalistes « ouvriers » du type Barbier-Morel ont naturellement des émules dans le Nord. Dans l'Action Ouvrière (24 juillet 1931), organe des socialistes de la région de Tourcoing, un triste sire dont la prose voisine avec celle de Lebas « socialiste de gauche », calomnie grossièrement les ouvriers étrangers coupables de manifester avec les communistes.

« Tous ceux qui ont vu défiler leurs manifestations « d'inorganisés », savent que la gros des manifestants était constitué par des polonais et polonaises. Aussi, comme ces gens-là n'allaient chez eux que pour la crevite en attendant la première occasion pour reprendre le travail à n'importe quelle condition, ils n'ont pas manqué de le faire ensuite l'accord avec les patrons indépendants, ce qui est naturel, mais, comme nous l'avons constaté en 1930, les premiers jaunes entrés dans les usines du Consortium sont justement les polaks. Aussi, du coup, les cortèges communistes sont tombés à l'état squelettique... »

UNE ANNEE DE GREVE

On ne sait pas assez ce que comporte de sacrifices pour les ouvriers du secteur rouge d'Halluin leur résistance contre les attaques du Consortium textile. Grève de 7 mois en 1928; grève de 6 semaines en 1931 contre le versement ouvrier; maintenant grève de 10 semaines. Au total, près d'une année de grève en trois ans.

Malheureusement les dirigeants unitaires ne semblent pas apprécier à leur juste mesure les privations que représentent, pour les ouvriers unitaires d'Halluin, ces grèves nécessaires. Témoin, la faiblesse extrême de l'aide assurée aux grévistes 10 fr. par semaine et par grévisto, quelques secours en nature: c'est peu, trop peu. Cela, alors que les ouvriers réformistes touchaient 40 francs et les ouvriers catholiques encore davantage.

Il y a là un problème qui doit attirer l'attention de la C.G.T.U. Nous savons les difficultés que rencontrent les organisations révolutionnaires pour soutenir matériellement les ouvriers en lutte; mais on bavarde trop souvent sur la « stratégie des grèves » pour ne pas s'intéresser dé près aux possibilités de résistance des ouvriers en lutte. Avec la seule Humanité, on pouvait alorter beaucoup mieux les ouvriers qu'on ne l'a fait et réunir des sommes bien plus considérables. Ce sont là des réalités substantielles et élémentaires auxquelles les dirigeants du parti et de la C.G.T.U. n'accordent pas une suffisante importance.

Quant à l'I.S.R. qui ne manquait pas de soutenir la moindre grève pendant la 3e période, elle n'a pas apporté la moindre contribution pour les grévistes du textile.

QUE D'AFFICHES !

Par contre, les dirigeants unitaires ont dépensé des sommes considérables en placardant, dans toute la région touchée par la grève, des quantités d'affiches, de toutes formes et de toutes couleurs.

Peu avant la rentrée, l'une proclame : « L'accord Laval ? C'est la corde au cou » ; l'autre, des « ouvriers confédérés d'Halluin à leurs camarades de Roubaix-Tourcoing » leur annonce qu'ils « repoussent du pied l'accord Laval » et les invite à constituer des « piquets de grève de masses et de front unique ». Celle-ci dénonce les « signataires du compromis de trahison », à côté une autre appelle les ouvriers à lutter pour « la grève générale à outrance » et celle-là lance: « Bandes Roubaix ! Après les Longues-Haies Wervicq dresse ses barricades. »

Il semble que ce déluge de criailleries péremptoires constituent, pour les dirigeants staliniens, le dernier mot de la politique communiste. Il n'est que trop vrai que ce bombardement intensif n'a pas suffit à convaincre 100.000 ouvriers en lutte dès semaines durant.

A l'examen sérieux de la situation, à une application réelle du front unique des différentes organisations syndicales pour des revendications communes, les dirigeants unitaires ont substitué le verbiage sur le front unique à la base qu'ils prétendaient avec une belle inconscience, réaliser. Les résultats n'en sont guère brillants.

ADHESIONS FICTIVES

Car on aurait tort de s'illusionner. Les dirigeants staliniens brodent beaucoup sur les événements des Longues-Haies, le Wervicq et de Menin, mais ce n'est pas sous-estimer l'importance de la réaction des grévistes contre les actions d'éclat des brutes mobiles, que de rétablir à leurs justes proportions les affirmations fanfaronnes sur le nombre des adhésions faites par les syndicats unitaires.

3.000 adhésions, dont 1.000 à Tourcoing, prétendent les dirigeants unitaires.

Il ne suffit pas d'inscrire sur des contrôles, les noms des grévistes venus toucher des secours, pour avoir des adhérents effectifs, appliquant les mois d'ordre syndicaux.

Et l'on sait bien que la rentrée des ouvriers unitaires — anciens et nouveaux — dans les usines de Roubaix-Tourcoing, n'est faite contre la volonté des dirigeants unitaires, débordés et impuissants.

PAS A VENDRE !

Débordés et impuissants, les dirigeants unitaires l'étaient. Même à Halluin, on se trouvaient entre Bostoen, pourfendeur local des oppositionnels, Raynaud et Mauvais.

Les cris de l'Huma sur la grève à outrance ne suffisaient pas.

L'appel du syndicat chrétien invitant les ouvriers « bien pensants » — où il y a 2.000 adhérents — à rentrer dès le mardi, l'attitude analogue des confédérés, montraient les difficultés de faire tenir top longtemps les ouvriers unitaires d'Halluin menacés — après dix semaines de lutte — de coupes sombres par le Consortium. Au lieu d'inviter franchement les ouvriers unitaires à rentrer le mardi en dénonçant la position des chefs chrétiens et confédérés rendant la résistance impossible, les dirigeants unitaires inventèrent une solution : rentrer le mercredi pour montrer que les unitaires « n'étaient pas à vendre ». Cette solution ne pouvait que profiter aux compères du Consortium qui dirigent le syndical chrétien et qui se sont, d'ailleurs, empressés d'accuser les dirigeants unitaires de désigner des victimes aux patrons. Et ce qui arriva ne surprit que Raynaud et Mauvais: l'appel du syndical unitaire resta vain et les syndiqués unitaires eux-mêmes réintégrent le mardi les usines.

TRAHISON OUVERTE ET TRAHISON MASQUEE

Les chefs confédérés du Nord se dissimulent derrière leurs frères de Belgique — chrétiens et socialistes — pour expliquer l'échec de la grève du Textile. Or, la trahison ouverte des réformistes et des cléricaux belges ne sauraient atténuer l'importance et la réalité de la trahison des chefs réformistes français. On doit se souvenir que ces derniers, au début de la grève, proclamaient — voir le Peuple — que les bruits de la grève étant communs à tous les grévistes, on ne saurait accepter de rentrées partielles et rompre ainsi le bloc des grévistes.

Mais pendant que dans leurs affiches les Lefebvre incitaient hypocritement les grévistes à résister au Consortium, pendant qu'ils leur disaient... « Tant que le Consortium conservera son orgueilleuse intransigeance de vous faire rentrer à ses conditions à lui, et sans aucune garantie d'avenir, votre devoir est de CONTINUER LA GREVE. C'est tout votre avenir qui est en jeu. »

Les chefs confédérés ne pouvaient pas ne pas savoir qu'il suffisait des rentrées partielles, basée, sur le compromis Laval, pour opérer une fissure dans le bloc grévisto. Et cela ils le voulaient, l'essentiel étant pour les partisans de « calme et de la dignité », de sauver les apparences. Car ces messieurs n'ignorent pas que la grève de 125.000 textiles se prolongeant, il était à craindre que des événements du genre de l'affaire des Longues-Haies ne se produisent, cette fois sur une échelle plus étendue.

LES SOLDATS DE L'ORDRE A HALLUIN

L'ordre a été assuré, au cours de la grève textile, par une ruée de gardes mobiles, mis très largement à la disposition du consortium par les pouvoirs publics.

A pied, à cheval, en vélo, les gardes mobiles sont littéralement maîtres du pavé. Halluin était particulièrement privilégié. Avec une touchante sollicitude, on l'avait couvert de gardes, au point de donner l'impression que l'état de siège régnait dans la cité rouge. Dans les localités de la région frontière, 24 pelotons de gardes mobiles et 2 de gendarmerie avaient été cantonnées, dont 16 pour Halluin seule. Impossible de faire trois pas sans rencontrer les aimables figures des soutiens de l'ordre. Les courageux soldats du capital patrouillaient et stationnaient partout. Dix semaines de grèves : privations de toutes sortes pour les grévistes, mais les gardes mobiles bottés et casqués, moustaches cirées, arrogants et traînant leur paresse dans toute la ville, ne respirent pas la misère. Equipés avec soin, astiqués de toutes les manières, les gardes mobiles — gardes du Consortium — semblent bien nourris. On a soin d'eux... pour assommer les grévistes.

QUI FAIT LE PARTI !

Il y avait, au cours des grèves du textile une occasion excellente pour le Parti d'exercer, dans les faits, son rôle dirigeant. Pourtant, il n'en a rien été. La région communiste du Nord paraît en plein sommeil. Dix semaines de luttes, 125.000 ouvriers dans la bataille, donnaient la possibilité au Parti d'intervenir, d'examiner dans les cellules, dans les rayons, les meilleurs moyens de soutenir efficacement les grévistes, de tenir tête avec succès au Consortium et aux chefs réformistes ; il n'en a rien été. C'est au cours des luttes de l'ampleur de celle du textile que le Parti doit vivre intensément. Une providentielle « auto-critique » le découvrira dans quelques semaines, selon les rites bien connus.

Pourtant, il est juste de signaler qu'on a réuni les communistes à Halluin, mais c'était pour chasser du Parti quatre oppositionnels dont le crime a été de proposer aux dirigeants du Parti d'agir pour que le front unique soit, non un prétexte à bavardages stériles, mais une réalité.

TRAHISON IMAGINAIRE !

Le Cri du Peuple, dans son numéro du 29 juillet, trouve osé d'affirmer que les chefs réformistes ont, à nouveau, trahi les grévistes du textile. Il n'est pas besoin d'avoir été dans le Nord pour être fixé sur l'attitude des chefs réformistes. Mais il reste pour le Cri une possibilité d'avoir une opinion. Qu'il s'adresse aux autonomes de Tourcoing, non suspects d'avoir une sympathie excessive pour les unitaires, qu'il s'adresse à Vermandel, lequel affirme que les chefs réformistes ont « trahi » les grévistes en acceptant, en encourageant les rentrées partielles sur la base du compromis Laval.

La Communication aux Membres de la Ligue

Région parisienne

Dimanche, toute la journée : Première conférence régionale, avant la conférence nationale. Discussion sur la thèse du camarade Trotsky : « Les problèmes du développement de l'U.R.S.S. » et le discours de Staline. Ouverture de la réunion à 9 h. 30 précises.

Mardi, à 20 h. 30 : Assemblée des syndiqués de la R. P. membres de la Ligue : Nos tâches avant le Congrès de la C.G.T.U. Projet de lettre ouverte. Présence des syndiqués Gaz, C.P.D.E., Métaux, Cuirs et Peaux, Enseignement, Chauffeurs, Typos, C.G.T.U., C.G.T. et Bâtiment indispensable.

Lieu indiqué par convocation.

Nous avons interrompu durant les fêtes notre campagne pour la Révolution espagnole, nous la reprenons dans la Région parisienne :

XXe arrondissement : Salle 142-144, rue des Pyrénées, samedi 8 août, à 20 h. 30.

XIVe arrondissement : Salle 1, avenue Reille.

Sujet :

« DU DISCOURS DE STALINE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE. »

La crise de Wassy

Dans le coin, le chômage s'aggrave encore. Les usines de Brousseval chôment désormais régulièrement tous les lundi. Pour les fêtes du 14 juillet, on a donné à Wassy 3 jours de « congé » (?!) aux ouvriers.

Heureusement (!?) il reste toujours la ressource des commandes de guerre — à Wassy les machines à obus sont toujours enfermées dans le magasin, prêtes à fonctionner. Qu'vient de recevoir une commande de 150.000 grenades d'un modèle nouveau. La commande sera probablement obtenue et l'exécution prochaine.

C'est ainsi que les ouvriers ne peuvent tirer maintenant qu'en fabriquant les armes qui les tueront demain !

Le Gérant : P. FRANK.

Journal exécuté par des ouvriers syndiqués.

MARQUE SYNDICALE

Imprimerie Centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur, Paris.

DISCUSSION

Avant le Congrès de Limoges

La majorité fédérale de l'Enseignement est le morceau principal de l'opposition unitaire.

L'opposition unitaire est née en réaction contre les fautes aventurières de la « Troisième période ». Elle a groupé ceux qui se détachant de la politique stalinienne ne voulaient aller, ni au réformisme, ni au syndicalisme pur, ni à l'anarchie.

En faisant la pleine clarté sur les problèmes qui se posent devant le mouvement ouvrier, l'opposition unitaire pouvait, dans son ensemble, prendre le chemin du communisme authentique.

L'opposition unitaire est demeurée dans un état de demi-conscience, c'est-à-dire dans un état de demi-inconscience et de confusion. Elle s'est bornée à répéter, en l'illustrant de faits nouveaux, sa critique de la politique aventurière. Elle a habituellement rétréci son regard à l'horizon national. Elle n'a pas analysé le lien profond par lequel le stalinisme combine en proportions, variables selon les circonstances, l'opportunisme, l'aventurisme, le bureaucratisme, en une politique de zigzags et de cahots qui fatigue et brise les ressorts de l'activité révolutionnaire.

Pourquoi l'opposition unitaire en est-elle encore là ?

D'une part, parce que la Ligue communiste, qui devait aider l'opposition unitaire à se clarifier a été longtemps sous l'empire d'une tendance qui, n'étant elle-même qu'un écho atténué des préjugés syndicalistes, flattait cet état d'esprit de l'opposition unitaire qui, pour maintenir sa propre unité, se complaisait dans une demi-obscurité qui permet d'éluder une réponse claire aux problèmes précis du mouvement ouvrier. Comme si une unité forte et durable pouvait être bâtie sur l'amorphisme politique !

D'autre part, à cause des tâtonnements et des hésitations de la Ligue communiste sur des questions comme l'unité syndicale, tâtonnements et hésitations qui ont eu leurs répercussions dans l'opposition unitaire.

Il y a eu aussi, de la part de l'opposition unitaire une méfiance vis-à-vis de la Ligue communiste, basée sur le fait que la Ligue n'a pas dès sa naissance réussi à grouper toute l'opposition de gauche, ce qui faisait craindre en elle un développement de l'esprit sectaire.

Mais, aujourd'hui, la Ligue est presque nettoyée des préjugés syndicalistes ; à travers ses tâtonnements et même ses déchirements, elle a commencé à manifester son aptitude à trouver le chemin juste ; abandonnant le sectarisme du début, elle s'applique sincèrement à grouper toute l'opposition de gauche.

Et cependant, devenue un meilleur instrument d'éclaircissement politique et de rassemblement communiste, elle se heurte dans l'opposition unitaire à des difficultés accrues.

Pendant que l'opposition unitaire se complaisait dans sa pénombre politique, elle a subi en partie l'attirance des fausses lumières. Les uns se tournent sympathiquement vers le C. I. S., cette combinaison de l'opportunisme et de l'anarcho-syndicalisme ; d'autres se demandent si la direction stalinienne n'a pas déjà suffisamment répudié les erreurs de la troisième période pour qu'on puisse se rallier à elle ; heureusement il en est beaucoup qui veulent persévérer vers le communisme authentique de l'opposition de gauche.

L'attitude des dirigeants fédéraux, dans cette situation n'est pas claire et ne favorise pas le mouvement ouvrier en disant : ni Prinkipo, ni Moscou ! Il faut travailler avec Prinkipo, en apportant sa pierre à l'élaboration d'une politique oppositionnelle juste, afin de redresser les erreurs de Moscou.

Si les dirigeants fédéraux persistent à dire : ni l'opposition de gauche, ni le stalinisme, ni l'anarcho-syndicalisme, alors ils n'échapperont pas à la nécessité de se définir sur tous les problèmes ouvriers autrement que par ces formules négatives. Qu'ils exposent devant la classe ouvrière leurs conceptions positives non pas seulement sur telle ou telle question fragmentaire, mais sur l'ensemble de la politique ouvrière ! Alors il sera possible d'en discuter. Alors, même s'ils se trompent, la discussion avec eux pourra être utile au prolétariat. Et s'ils nous apportent des clartés nouvelles, l'opposition de gauche saura ne pas les repousser.

Le pire serait que les dirigeants fédéraux continuent à dire ce qu'ils ne veulent pas, sans dire ce qu'ils veulent. Ce serait la dislocation plus ou moins rapide de l'opposition unitaire au bénéfice des staliniens et du C. I. S. dans la mesure où la Ligue ne pourrait toucher qu'incomplètement la base même de l'opposition unitaire.

La motion d'orientation du bureau fédéral est pleine de périls graves. Il faudra y revenir dans une discussion amicale, mais sérieuse et ferme.

Il est impossible que des militants éprouvés comme Bouët, Dommanget, Aulas et tant d'autres, qui sont sur la brèche depuis le temps de la guerre impérialiste, ne se remettent pas à tracer en pleine lumière le sillon révolutionnaire du communisme. Albert Treint.

Prétentions absurdes ?

L'I. S. R. a invité les minorités syndicales à se faire représenter à Moscou. La majorité fédérale de l'enseignement, a répondu comme suit, à cette invitation.

Saint-Montant (Ardèche), 18 juillet.

Au Secrétariat de l'I. S. R.
et au Secrétariat de la C. G. T. U.

Camarades,

En réponse à votre lettre du 16 reçue ce jour, je vous fais savoir qu'un camarade désigné par moi passera au Bureau Confédéral pour la communication que vous avez à nous faire.

La Fédération de l'Enseignement accepte très volontiers la délégation auprès de l'I.S.R. Elle espère que celle-ci saura voir les causes profondes du mal qui ronge à l'heure actuelle le syndicalisme révolutionnaire et appliquer les remèdes qui s'imposent d'extrême urgence.

La Fédération aurait souhaité un débat sérieux, méthodique et contradictoire avec les dirigeants de la C. G. T. U., devant le bureau de l'I. S. R. En conséquence, elle regrette que la délégation confédérale qui vient de rentrer n'ait pas été appelée en même temps que la délégation des fédérations minoritaires.

La Fédération, soucieuse de l'avenir du syndicalisme révolutionnaire, demande à l'I. S. R. de provoquer cette réunion dans le plus bref délai. A cet effet, elle propose qu'une délégation [illegible] l'I.S.R. auraient ainsi très aisément en mains toutes les pièces du procès.

Nous vous prions donc de vouloir bien examiner la proposition ci-dessus et de nous dire, dès que possible, quelle est votre décision dernière.

Salutations révolutionnaires.

Gilbert SERRET,
Secrétaire général
la Fédération de l'Enseignement,
Instituteur à St-Montant (Ardèche).

P.-S. — *Je saisis l'occasion offerte par l'envoi de cette lettre pour protester :*

1° Contre l'accusation fantaisiste selon laquelle le Cri du Peuple serait l'organe de notre tendance,

2° Contre l'étrange contradiction entre les paroles d'apaisement prodiguées par Losovsky dans sa lettre d'invitation et les attaques dont nous ne cessons d'être l'objet de la part de la majorité confédérale. G. S.

Nous approuvons cette réponse. Elle nous amène à entretenir brièvement nos lecteurs du Congrès National de la Fédération de l'Enseignement qui se tiendra à Limoges les 4, 5 et 6 août prochain.

Sur la motion de la majorité fédérale concernant l'unité, nous avons déjà exprimé notre opinion (*Vérité* du 12 juin n° 91). Certains nous ont même accusé à cette occasion « d'opportunisme » ou de « plates manœuvres ». (B. G. C.).

La passion les aveuglait au point de souhaiter que nous devons penser et agir comme ils nous imaginent ou nous décrivent. Cela ne saurait nous contraindre, à conformer nos traits à leurs caricatures.

Cette parenthèse étant close, nous citerons, au sujet de l'unité syndicale, la partie de notre article du 12 juin :

Chacun de nos camarades pourra se rendre compte comme le point de vue de la majorité de l'Enseignement est voisin du nôtre. Pourtant des divergences subsistent qui ne sont pas sans importance : 1° La majorité fédérale ne se situe pas en face de la conception confuse et basamment manœuvrière de la majorité confédérale (unité syndicale sur un programme de revendications immédiates — congrès par usines, etc., etc.) ; 2° Elle ne se délimite pas nettement en face de la tartufferie des 22. Pourtant leur cuisine est encore chaude et l'on peut en humer l'odeur. Malgré toutes leurs déclamations, c'est une liquidation de l'orientation communiste (donc révolutionnaire) qu'ils veulent s'il fallait un exemple et que la présence de Dézat et Zyromsky-Dumoulin, ne suffisent pas, l'exposé de Legay au congrès des mineurs serait je pense assez éloquent.

La C. I. S. est anticommuniste ; le stalinisme discrédite la politique communiste. La majorité fédérale se doit de caractériser le C. I. S. et de se faire le champion de la véritable politique communiste ; sans équivoque. C'est la seule voie qui peut la renforcer. En réclamant l'unité avec le réformisme, l'unité avec le syndicalisme pur, etc..., les communistes œuvrent certes pour donner le maximum de cohésion à l'action prolétarienne ; mais aussi pour que leur influence pénètre toutes les couches du prolétariat et déracine les théories qui aboutissent à son impuissance aux instants décisifs ; le syndicalisme, dit révolutionnaire, inclus.

Et sans concevoir le rôle dirigeant à la manière des détracteurs du communisme, face à une minorité qui ne craint pas de se nommer la majorité se doit de ne pas cacher son drapeau ; doit-elle se rétrécir, elle deviendra plus vigoureuse.

Mais depuis cette date, la discussion s'est élargie du problème de l'unité syndicale au problème de l'orientation fédérale. Ainsi sont apparues avec netteté certaines divergences assez importantes.

Rollo répondant aux minoritaires qui, « *Elle déclare qu'il faut rechercher la véritable cause des événements qui se déroulent dans notre Fédération et notre Internationale et de la crise très grave qui mine notre CGTU ; dans la reconnaissance par notre majorité fédérale des fractions communistes à l'intérieur des syndicats.* se justifie de la sorte :

Nous nous sommes au contraire, dressés avec vigueur contre les prétentions de la Ligue Communiste d'animer l'O. U. Nous n'avions pas repoussé les sollicitations des staliniens pour épouser celles de leurs imitateurs. (E. M., p. 608.)

Se dresser contre la volonté des oppositionnels d'animer l'Opposition Unitaire, c'est une manifestation spontanée des préjugés syndicalistes.

Et quant à :

« *Nous sommes à l'origine de l'Opposition unitaire, mais nous n'avons jamais entretenu la moindre relation avec la Ligue communiste* ».

Cette affirmation n'est qu'une peu reluisante dérobade et nous verrons tout à l'heure où mènent sur le terrain politique de semblables dérobades, Rollo continue ainsi :

« *Non qu'ils condamnent en soi la Majorité fédérale tout parti, non qu'ils soient persuadés de la mal aisance de toute organisation, non exclusivement syndicaliste, non qu'ils acceptent cette théorie vaine, démentie par vingt ans d'histoire, d'un syndicalisme suffisant à ses propres tâches et à celles de la transformation sociale, non qu'ils s'insurgent contre la propension ou la volonté de certains partis d'influencer le mouvement ouvrier, mais c'est un fait contre lequel ne prévaut nulle allégation ; notre majorité fédérale se détermine librement comme elle s'est toujours déterminée librement dans le passé.*

... « tout » parti, « toute » organisation ... « certain » parti... librement... Sont-ce là les paroles d'un communiste en face de la M.O.R. qui, en appliquant la politique erronée du P. C., discrédite le communisme. Ne serait-ce pas le rôle de ceux qui se prétendent communistes que de défendre la conception du communisme authentique, clairement, sans équivoque et sans, bien entendu, exiger que ce soit une condition de recrutement syndical.

Plus loin, sur le droit de fraction :

« — *Nous considérons que la constitution des fractions n'est pas mal en soi. Leur condamnation est vaine* ».

« Pas un mal en soi » ; voici avec quelle légèreté une des questions principales de l'unité syndicale, est débattue. Le droit de fraction pour les communistes et tout groupement politique, est un *droit en soi* et une nécessité.

Si le camarade Rollo se dérobe en face des problèmes essentiels, s'il semble préférer s'amputer d'un bras que de reconnaître la fraternelle poignée de main, cela ne tient nullement à la personne du camarade Rollo mais à la confusion politique qui règne dans la Fédération de l'Enseignement.

Rollo et quelques-uns de ses amis ne se résignent pas à la dissiper. Ils se complaisent dans cette demi-obscurité, craignant de perdre les appuis, aussi nombreux que disparates, sur lesquels repose la majorité fédérale.

server les positions acquises, agir avec prudence, pour ne pas abandonner à la M.O.R. une fédération enracinée, solidement, charpentée ». Certes c'est indispensable, mais Rollo et ses amis enseignent que le syndicat doit être l'école de la Révolution ? Comment expliquent-ils qu'ils refusent de tirer ouvertement toutes les leçons du mouvement prolétarien actuel.

Le stalinisme a embrouillé bien des problèmes. Il est certain que la majorité fédérale n'a pas à se prononcer sur la question chinoise, les problèmes du parti communiste espagnol ou la question du plan quinquennal, mais le devoir des oppositionnels et de ceux qui déclarent l'être, est de découvrir au grand jour les germes de toutes les plaies locales de la C.G.T.U. On ne peut sortir de la situation act

APRÈS LE DISCOURS DE STALINE

L. TROTSKY

Le nouveau zig-zag et les nouveaux dangers

(Suite de la première page)

Staline nous incite à tirer cette conclusion, sans la faire lui-même. La partie principale de son discours est consacrée à la *fluctuation* de la main-d'œuvre, au déplacement « général » des ouvriers d'une entreprise à l'autre, ce qui sape l'industrie. Pendant que l'afflux de la main-d'œuvre agricole dans la ville s'est arrêté complètement, la fluctuation à l'intérieur de l'industrie, et en partie même l'abandon de l'industrie, se sont accrus énormément. Staline nous apprend que, dans la *plupart des entreprises*, le personnel ouvrier changea « au cours d'un semestre ou même d'un trimestre *au moins dans la proportion de* 30 à 40 %. Ce chiffre, qui paraîtrait incroyable s'il n'était pas donné par Staline lui-même, devient encore plus menaçant, si l'on tient compte de la lutte administrative que la bureaucratie syndicale, en accord avec celle du parti et des Soviets, menèrent contre la fluctuation pendant ces dernières années. Le proverbe russe dit : « On ne quitte pas le bonheur pour chercher du bonheur. » L'augmentation de la fluctuation démontre que, dans les conditions créées à la troisième année du plan quinquennal, les masses ouvrières ne se sentent pas à l'aise.

La bureaucratie voit la cause principale de la fluctuation dans le système de salaires basé sur le principe par trop égalitaire. Indépendamment de toute solution de cette question des salaires, — nous y reviendrons plus loin — elle ne résoud en aucune manière le problème de la fluctuation. Si « au moins 30 à 40% » du personnel sont renouvelés au cours d'un semestre ou même d'un trimestre, cela signifie que non seulement les couches des ouvriers qualifiés, mais aussi toute la masse ouvrière, se trouve en état permanent d'émigration. D'après Staline, l'ouvrier s'assigne comme but « de gagner quelques sous pour aller dans un autre endroit chercher le bonheur ». C'est dans cette phrase, débonnaire en apparence mais tragique en réalité, que Staline, sans s'en apercevoir, découvre le vice fondamental du plan quinquennal : la rupture brutale de l'équilibre économique *au détriment des ouvriers*. On construit des stations électriques gigantesques, des usines, on fabrique des machines, des tracteurs en quantité ; on collectivise la campagne et les prolétaires qui devaient être le pivot de tout ce processus gigantesque errent pendant ce temps d'une place à l'autre à la recherche du « bonheur ». L'afflux des ouvriers agricoles dans la ville s'est arrêté non parce que la paysannerie a atteint on ne sait quel bien-être idéal, mais parce que *la situation des ouvriers a beaucoup empirée pendant la dernière période*. Il faut le dire honnêtement, clairement, ouvertement.

Le projet de plate-forme de l'opposition internationale de gauche dit : « Le niveau de vie des ouvriers et leur rôle dans l'Etat sont le critère suprême des succès socialistes. » Si la bureaucratie stalinienne avait abordé sous cet angle toutes les tâches du plan et de la régularisation constante de l'économie, elle ne se trouverait pas à chaque instant devant l'impasse, elle ne serait pas obligée de mener une politique coûteuse de zigzags, elle éviterait les dangers politiques.

La plateforme de l'opposition russe a averti, il y a cinq ans : « Les mencheviks, les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers montrent avec joie les difficultés matérielles de nos ouvriers dans le but d'opposer le prolétariat à l'Etat soviétique et d'amener les ouvriers au mot d'ordre bourgeois-menchevik de « retour au capitalisme ». Le fonctionnaire content de lui-même, qui voit « du » menchévisme » dans cette façon franche de poser la question des conditions matérielles des ouvriers par l'opposition, rend par cela même le meilleur service au menchevisme en poussant les ouvriers sous son drapeau jaune.

Il ne faut pas se tromper : les tribulations des ouvriers peuvent devenir des prémisses des tribulations politiques.

⁂

L'ENTHOUSIASME SOCIALISTE ET LE TRAVAIL AUX PIECES

Le nouveau programme de Staline se réduit pour les 9/10 au rétablissement du travail aux pièces. Tout le reste a, *en attendant*, un caractère extrêmement confus et ne sert, en partie, qu'à masquer le tournant à droite.

Staline fait dépendre son nouveau tournant de la « nouvelle époque » et des « nouvelles tâches » exigeant de « nouvelles méthodes ».

Mais c'est là un trompe-l'œil trop grossier. Nous avons vu, dans une série de questions du mouvement ouvrier mondial, que les tournants de la bureaucratie stalinienne ne découlaient nullement des changements de la situation mondiale mais, au contraire, ils étaient accomplis très souvent à l'encontre de ces changements et découlaient des erreurs précédentes de la bureaucratie elle-même.

Nous croyons aujourd'hui la même chose. On nous a déclaré qu'à la troisième année du plan quinquennal, l'Union Soviétique était entrée dans le socialisme. Si cela était juste, nous devrions assister à une tendance vers l'égalisation graduelle des salaires. Cette tendance devrait se justifier et être appuyée de plus en plus par l'émulation socialiste et par les brigades de choc. Si inepte que cela puisse paraître, mais c'est précisément nous, opposition de gauche, qui étions accusés par la bureaucratie stalinienne de manquer de confiance dans l'enthousiasme socialiste des ouvriers russes. Par la force de l'inertie et pour sauvegarder la continuité apparente, Staline répète aujourd'hui encore les formules creuses de l'idéalisme bureaucratique. « N'oubliez pas, — dit-il, — que l'énorme majorité des ouvriers a accepté ces conditions du pouvoir soviétique (la discipline, la tension, l'émulation, les brigades de choc) avec enthousiasme et ils les remplissent héroïquement. ». Or, si, cela est vrai, si nous sommes entrés dans le socialisme, si « l'énorme majorité » (remarquez-le bien : l'énorme majorité !) des ouvriers remplit ses tâches « avec enthousiasme » et même « héroïquement », on se demande pourquoi cette même « énorme majorité » erre d'une usine à l'autre à la recherche du bonheur.

Et pourquoi est-on obligé, précisément maintenant, après tous les succès obtenus, de passer au système du travail aux pièces qui est, somme toute, la méthode capitaliste la plus raffinée de l'exploitation des forces ouvrières ?

⁂

« Le principe de l'opposition de gauche est de dire ce qui est », déclare notre projet de plateforme.

La Révolution prolétarienne n'a pas besoin de la margarine bureaucratique de l'idéalisme. Nous voulons la vérité.

Bien entendu, les ennemis vont se réjouir des côtés obscurs de cette vérité. Il est évident qu'ils s'empareront de certains éléments de notre critique, comme ils s'emparent maintenant de certains endroits des révélations de Staline. Quand les ennemis se servent des lambeaux de vérités pour en tisser un système de mensonge, ce n'est pas grave. Mais quand les ouvriers eux-mêmes ne connaissent pas la vérité et ne savent pas où la chercher, cela peut avoir des conséquences tragiques.

L'enthousiasme héroïque peut entraîner les masses pendant des périodes historiques relativement courtes.

Une petite *minorité* est capable de manifester de l'enthousiasme durant toute une époque historique : c'est là-dessus qu'est basée l'idée d'un parti révolutionnaire en tant que sélection des meilleurs éléments de la classe.

L'édification socialiste est une tâche pour des décades. On ne peut assurer la solution de cette tâche que par l'élévation systématique du niveau de vie matériel et culturel des masses. C'est là la condition principale plus importante que le gain de temps dans la construction d'un Dnieprostroj, d'un Turksib ou d'un Kouzbass, parce qu'avec la baisse de l'énergie physique et morale du prolétariat toutes les entreprises gigantesques peuvent rester sans lendemain.

Staline fait savourer à ses auditeurs des citations de Marx et de Lénine, d'après lesquelles la différenciation de salaire est inévitable pendant le passage au socialisme.

Demain, Staline nous citera Marx et Lénine pour démontrer que, pendant le passage au socialisme, le petit producteur de marchandises, le paysan fait naître inévitablement le Koulak. Ces vérités générales sont indiscutables, c'est nous précisément qui les avons rappelées pendant le « vertige » qui, hélas ! n'est pas encore terminé aujourd'hui. Mais c'est précisément la bureaucratie stalinienne qui, contrairement à nous, s'est posé comme tâche pratique la liquidation du Koulak, c'est-à-dire la différenciation de la paysannerie dans les limites du plan quinquennal en quatre ans. Contrairement à nous, la bureaucratie stalinienne affirmait que les difficultés essentielles sur la voie vers le socialisme sont surmontées, que nous étions déjà entrés dans le socialisme, que la réalisation du plan quinquennal améliorait automatiquement la situation des ouvriers et que l'on pouvait « dépasser » le plan quinquennal en quatre ans. Comment, alors, la question du travail aux pièces a-t-elle pu se poser avec une telle acuité à la fin de la troisième année ? Voilà une question que se posera chaque ouvrier conscient.

Le 7 juillet, la « Pravda » cita les lignes suivantes de l'organe du Commissariat du Peuple au Travail : « Le développement de la technique et l'accroissement du rôle du transport, de l'électrification, etc., diminuent le domaine du travail aux pièces. » N'est-ce pas une vérité marxiste ? Mais la « Pravda » qualifie cette vérité d' « affirmation trotskyste ». Ce conflit curieux entre l'organe officiel du Commissariat du Peuple au Travail et l'organe officiel du Comité Central du Parti s'explique par le fait que le numéro 2 des « Questions du Travail » est paru avant le discours de Staline, tandis que le numéro 135 de la « Pravda » est paru deux jours après ce discours. Or pourquoi la « Pravda » était-elle obligée de transformer cette vérité même du marxisme en un hérésie « trotskyste » ? Parce que le nouveau tournant de Staline ne découle nullement du développement de l'édification socialiste, mais de la contradiction aiguë entre le cours erroné de la bureaucratie et les besoins vitaux de l'économie.

Le salaire aux pièces n'est pas en contradiction principielle avec les conditions de l'économie soviétique transitoire ; ce serait du doctrinarisme inepte que de s'opposer à cela. Mais le tournant brusque dans le sens du travail aux pièces et l'accentuation extrême des traits capitalistes de ce système présentent aujourd'hui, dans l'été 1931, à la fin de la troisième année du plan quinquennal, après des succès ininterrompus, après que nous sommes « entrés dans le socialisme », un coup des plus rudes contre les ouvriers, tant du point de vue matériel que du point de vue moral. Il n'est pas étonnant que les girouettes et les caméléons de la presse soient obligés de dénoncer les positions élémentaires du marxisme dans le domaine des salaires pour couvrir, ne serait-ce qu'un seul jour, le coup porté aux illusions.

⁂

Que les anciennes méthodes de salaires aient été mauvaises à tout point de vue, ceci était évident pour nous depuis longtemps. On ne peut pas élaborer un système de salaires rationnel, viable et progressif sans la collaboration des masses elles-mêmes. La bureaucratie syndicale n'est pas meilleure que toute autre bureaucratie. Des contrats collectifs et des échelles des tarifs sont élaborés dans les bureaux et imposés aux ouvriers comme le sont toutes les autres décisions du centre infaillible. Sans la renaissance de la démocratie ouvrière, une politique juste des salaires est absolument irréalisable. « Les contrats collectifs — dit la plate-forme de l'opposition russe — doivent être soumis à un examen réel et non apparent des assemblées ouvrières. Le travail des syndicats doit être déterminé avant tout par la défense des intérêts économiques et culturels des ouvriers dans les cadres des possibilités économiques données. Les syndicats doivent remplir leurs fonctions sur la base de l'éligibilité réelle, en soumettant tout au contrôle des syndiqués, en rendant des comptes, en portant la responsabilité à tous les degrés de l'échelle hiérarchique. Dans le Code pénal un article doit être introduit punissant comme forfaiture contre l'Etat toute persécution directe ou indirecte, ouverte ou masquée contre un ouvrier pour sa critique, pour ses propositions indépendantes, pour un vote. Combien vengeresses sont aujourd'hui ces paroles !

⁂

Mais l'acuité du tournant actuel dans le sens du travail aux pièces est le résultat non pas du système des salaires, mais d'une raison plus profonde du manque de richesses matérielles pour satisfaire aux besoins des ouvriers. La méthode erronée du plan, l'ajustement incorrect au cours de sa réalisation, l'absence du véritable contrôle des masses, l'absence du Parti, la lutte pour des chiffres abstraits du plan au nom du prestige, le commandement administratif sous le knout, la vantardise, la faufaronnade, l'étouffement de la critique — tout cela conjugué, a amené à une distribution fausse des forces et des moyens et a créé — vu la croissance extrêmement rapide du nombre des ouvriers — le rétrécissement insupportable du fonds réel des salaires. Voilà pourquoi les ouvriers ne se sentent pas à l'aise. Voilà pourquoi ils se jettent d'une usine à l'autre. La pression excessive d'une part et la dégénérescence des syndicats, d'autre part, ont provoqué la réaction anarchique appelée fluctuation de la main-d'œuvre. Staline nous a montré l'étendue énorme de cette réaction. « Vous trouverez peu d'entreprises — dit-il — où le personnel ne se soit pas renouvelé pendant un semestre et même un trimestre dans la proportion de 30 à 40 % au moins. » Voilà quelle étendue menaçante a atteint la maladie que la bureaucratie a cherché à faire rentrer ! Le déplacement d'une usine à l'autre, d'une ville à l'autre, signifie, d'autre part, le gaspillage énorme des forces productives, la perte inutile de temps, pour le déplacement lui-même comme pour l'adaptation aux nouvelles conditions du travail. Telle est la raison principale de la baisse du rendement et de l'augmentation du prix de revient. Mais le danger le plus grand de la fluctuation — dans la course au bonheur ! — consiste dans l'usure morale du prolétariat.

La seule aggravation du travail aux pièces ne résout rien. Cela ne peut que créer une couche d'ouvriers plus favorisés. La tendance à créer une bureaucratie ouvrière dans les usines correspond, on ne peut mieux, aux procédés de la bureaucratie stalinienne. Sous cet angle, le travail aux pièces est un moyen purement politique. En tant que panacée, elle achève l'évolution du stalinisme. La tradition du bolchevisme est une tradition de lutte contre les castes aristocratiques, dans la classe ouvrière. Sur cette base est érigé l'édifice de la dictature du prolétariat. Le programme de la bureaucratie stalinienne amène fatalement celle-ci à la nécessité de s'appuyer sur l'aristocratie ouvrière de plus en plus privilégiée. Ici se cache le danger politique immédiat pour la dictature du prolétariat !

⁂

UNE REVELATION PERSONNELLE

La nouvelle politique est décrétée de la même façon que la politique de la veille : comme une révélation personnelle. Staline nous apprend qu'on a introduit la semaine ininterrompue « trop précipitamment et sans préparation des mesures appropriées ». Quels ont été les résultats ? Staline est obligé de les indiquer : « manque d'esprit de responsabilité pour le travail, entretien négligé des mécanismes, accidents considérables aux machines et absence de stimulant pour le relèvement de la productivité ». Staline généralise tout cela en une seule phrase : « personne ne répond de rien ». Un aveu terrible, ou plutôt un désaveu de sa propre politique. « Personne ne répond de rien », cela arrive toujours quand un seul veut répondre pour tout le monde.

On a introduit la semaine ininterrompue d'une façon trop précipitée. Mais qui l'a introduite ? Le secrétaire général. A-t-on discuté de la semaine ininterrompue dans la masse ouvrière avant son introduction ? Aucunement. Tout a été préparé clandestinement. Les masses ont accepté la semaine ininterrompue « avec enthousiasme », selon les communiqués officiels. Et les choses se passent-elles maintenant autrement ? Encore la veille, toutes ces calamités, dont parle aujourd'hui Staline, n'ont été aucunement traitées dans la presse. Nous avons déjà dit et écrit plus d'une fois que, chez la bureaucratie stalinienne, tout marche à merveille cinq minutes avant que ça commence à marcher très mal. En énumérant les résultats funestes de la semaine ininterrompue bureaucratique, Staline touche, en passant, à la question la plus épineuse et la plus dangereuse. Il est hors de doute, — dit-il, — que nos dirigeants comprennent parfaitement bien tout cela. Mais ils se taisent. Pourquoi ? De toute évidence, c'est parce qu'ils craignent la vérité. Mais depuis quand les bolcheviks ont-ils commencé à craindre la vérité ? Dans ces paroles, le cynisme de Staline et de toute la bureaucratie atteint le plus haut degré. « Depuis quand les bolcheviks ont-ils commencé à craindre la vérité ? » Depuis que l'appareil stalinien, par son crétinisme, par son absence d'idées et de principes a étouffé la fraction des bolcheviks-léninistes. Précisément depuis ce moment-là !! Les dirigeants, selon Staline, « craignaient la vérité ». Quelle formule perfide ! Ce n'est pas la vérité qu'ils craignent : ils craignent de tomber victimes pour la vérité parce que Ravoksky, Sosnovsky, Mouraiov, Eltsine, Grunstein, Kasparova, Kossior et avec eux les centaines et les milliers des meilleurs bolcheviks — ceux-là mêmes qui ne craignent pas la vérité et savent la défendre — peuplent les prisons de Staline et les lieux de déportation et d'exil. Voilà où se trouve le nœud du problème du parti.

Après avoir écrasé l'opposition de gauche, la bureaucratie stalinienne a étouffé le Parti. Elle n'existe plus, cette organisation animée, sensible, souple et flexible qui vivait la vie des masses, qui voyait tout, qui critiquait, qui généralisait, qui signalait à temps les dangers et élaborait collectivement les nouvelles voies. « Ayant étouffé le Parti, c'est-à-dire étant resté sans yeux et sans oreilles, dit le projet de plate-forme de l'opposition de gauche internationale, — la bureaucratie centriste avance à tâtons, en déterminant en voie sous les pous-ées immédiates des masses et en se jetant à l'opportunisme de l'aventurisme. » Bien plus, à l'intérieur même de l'appareil, la crainte du fonctionnaire inférieur devant le fonctionnaire supérieur a atteint un tel degré que personne n'ose plus regarder les faits en face et les signaler aux supérieurs. Aux échelons inférieurs on acquiesce à tout, ce que demandent les échelons supérieurs et ceux-ci considèrent cela comme la voix de la base même. Pour élaborer les mesures d'application de la nouvelle politique, on a convoqué le plénum de la Commission Centrale de Contrôle. On essaie de donner à cet événement une signification exceptionnelle puisque cette fois-ci on fait venir non seulement les membres de la Commission Centrale de Contrôle, mais aussi les représentants des organismes régionaux et d'une série d'organisations de base. En d'autres termes, les fonctionnaires supérieurs appellent à leur aide les fonctionnaires inférieurs. Les uns et les autres sont désignés d'en haut. Les uns et les autres sont unis par la subordination et solidairement responsables.

Et ce concile de fonctionnaires est représenté comme l'expression suprême de la démocratie.

⁂

Le nouveau tournant brusque dans la politique ne justifie-t-il pas la convocation exceptionnelle du Congrès du Parti ? Mais le régime des révélations personnelles (avec chaque fois un retard de quelques années) ne tolère pas le régime de la démocratie du parti, ni l'existence même du parti. « Les bolcheviks, ont-ils vraiment peur de la vérité ? » Le nom du bolchevik qui, aujourd'hui, craint le plus la vérité, c'est Staline. Autrement, il ne craindrait pas de consulter le Congrès, c'est-à-dire le parti dans ce tournant brusque de la politique.

Nous avons reçu ces derniers mois une série de lettres qui relatent des conversations que nos correspondants ont eues avec des bureaucrates du Parti se trouvant âgés à des degrés différents. Ce sont pour la plupart des gens terriblement apeurés. Ils voient et ils comprennent beaucoup, mais leur volonté est brisée. Leur philosophie celle de l'adaptation. Voici ce qu'ils nous objectent souvent. Vous parlez du régime du parti. Certes il est très dur. Tout le monde le sent. Mais il faut croire qu'on ne peut pas faire autrement. Sans une poigne de fer nous ne surmonterions pas les difficultés. Votre critique des erreurs de Staline est juste dans son ensemble, et les événements l'ont confirmée. Nous ne nous faisons aucune illusion sur Staline. Oui, il n'invente pas la poudre ; du point de vue intellectuel, c'est un homme moyen, avec une préparation théorique insuffisante, sans perspectives larges. Nous éprouvons tous ces défauts sur notre propre dos. Mais il possède des qualités positives indispensables : la fermeté, la tenacité, la persévérance. En outre, il est entièrement lié à l'appareil. Et, quoi qu'on en dise, l'appareil maintenant — c'est tout. » Ainsi parlent nombre de bureaucrates. Il leur semble que l'étouffement du parti, si pénible qu'il soit, se justifie par les circonstances, et ensuite... Eh bien ! le socialisme viendra et changera tout.

Ici se cache l'erreur fondamentale. Le socialisme n'est pas un système tout fait qui peut sortir tout préparé d'une tête, serait-ce la tête la plus géniale. Les tâches de la répartition juste des forces et des moyens de production ne peuvent être résolues que par la voie de la critique constante, de la vérification, de la lutte idéologiques des différents groupements à l'intérieur du prolétariat. Si nous rejetons la démocratie formelle qui, dans l'entourage capitaliste, signifie la transmission des clefs entre les mains de l'ennemi armé jusqu'aux dents, nous affirmons, par contre, que sans démocratie de classe non seulement nous n'arriverons pas à édifier le socialisme, mais nous ne maintiendrons même pas la dictature du prolétariat. Les zigzags de Staline coûtent de plus en plus cher. Il n'y a que les insensés et les aveugles qui peuvent croire qu'on puisse octroyer le socialisme d'en haut, qu'on puisse le construire par la voie bureaucratique. Nous avertissons plus fermement que jamais les ouvriers avancés de l'U. R. S. S. et du monde entier : le nouveau zigzag de Staline, indépendamment de la façon dont il le développera prochainement, aboutira inévitablement à des contradictions plus aiguës et encore plus aiguës à l'étape suivante. Il faut commencer par la démocratie prolétarienne. C'est là que se trouve aujourd'hui le chaînon décisif de toute la chaîne. Il faut pour cela que les bolcheviks cessent à nouveau de craindre la vérité. On ne peut y arriver qu'en enlevant les chaînes de ceux qui luttèrent et qui luttent toujours pour le droit de dire la vérité. Il faut réintégrer l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) dans le parti. Il faut ouvrir une discussion sur les questions fondamentales de l'économie et de la politique. Il faut préparer le nouveau Congrès du parti sur les bases de la démocratie !

Kadikoy, le 15 juillet 1931

L. TROTSKY.

La voix de l'opposition en Allemagne

Discours du camarade Seipold au Landtag de Prusse

SEANCE DU 8 JUILLET 1931

Seipold, député (Opposition de gauche du P.C.A.) : Bien que j'aie eu l'occasion de parler de cette tribune à propos de petites questions, c'est cependant maintenant que j'ai pour la première fois l'occasion de parler ici dans un plus large débat. Organisatoirement et officiellement, je n'appartiens pas au parti communiste, pour des raisons qu'il serait inopportun d'expliquer ici, mais qui sont en dehors de ma volonté. Politiquement et révolutionnairement j'appartiens entièrement au parti communiste. Il me place dans son aile gauche.

L'attaque fasciste contre le Landtag de Prusse fait partie de votre campagne de destruction contre la classe ouvrière, et c'est dans ce sens que tout révolutionnaire honnête restera à ces véritables mussolinistes allemands, sur ces barricades comme sur d'autres. En dehors de cela aucun ouvrier révolutionnaire n'a un intérêt quelconque à la conservation du Landtag de Prusse, ni à aucun autre Landtag du Reich. Le misérable morcellement de l'Etat, ainsi que toutes les vétilles et le fatras du passé allemand est un héritage qui nous est resté, et si la Révolution estropiée, violée et escamotée de 1918 n'en a pas fait table rase, la faute en incombe en premier lieu à la social-démocratie. Nous sommes pour une république allemande unifiée, et nous sommes sûrs que dans une république unifiée nos frères autrichiens se retrouveront avec nous. Mais cela ne nous suffit pas.

(Rires à droite. Interruptions : non, non).

Nous savons que l'Allemagne est une partie intégrante de l'Europe, pour l'abaissement, épuisement de laquelle les classes dominantes de l'Allemagne et la social-démocratie portent une responsabilité tout aussi grande que les classes dominantes qui ont imposé la paix honteuse de Versailles à tous les peuples de l'Europe, y compris aux pays soi-disant victorieux.

Cependant une Allemagne vraiment unifiée ne pourrait pas plus exister dans une Europe morcelée se dévorant réciproquement. C'est justement cela qui éclaire particulièrement la situation misérable dans laquelle se trouve le continent tellement lier de son passé. Les classes dominantes de l'Allemagne sont actuellement à genoux devant M. Hoover, ce représentant accomplit de l'impérialisme américain de la hiérarchie, des magnats, des trusts et du dollar, et restent dans l'expectative. Maintenant en l'an 1931, tout dépend de la façon et du moment auquel M. Hoover bougera l'index de sa main droite pour déterminer si nous aurons quelques centaines de gémeurs de plus ou de moins, si M. Brüning s'en ira ou restera encore quelques mois, et ce qui est plus important encore, si la Reichstag sortira ou ne maintiendra encore. N'entre pas un fait que l'Amérique a rationné l'Allemagne ? Mais voyez-vous la France, la France victorieuse avec son cliquetis de sabres est, elle aussi, dans une situation analogue, en tous cas non meilleure. La bourgeoisie française, elle aussi reçut l'aimable proposition inopinément comme un coup sur la tête. Elle essaye de faire opposition, presque de protester, mais d'une façon combien timide, combien réticente et humble. La France, elle aussi a été rationnée par la grâce de Hoover ; sans parler des autres états de l'Europe.

Afin de donner quelques miettes au peuple tombé dans la misère et le désespoir, on parle et on écrit de Pan-Europe, de désarmement et de choses semblables. Le désarmement est en réalité un renforcement des armements pour de nouvelles guerres impérialistes, et Pan-Europe est la tentative de la France, de cacher ses faiblesses et d'unifier sous le signe des baïonnettes françaises l'Europe, y compris l'Allemagne, contre la Russie soviétique et sous cette marque de fabrique contre les Etats-Unis d'Amérique.

Pas un homme sérieux, y compris M. Briand, croit que le régime capitaliste puisse réussir à satisfaire les besoins des peuples européens sous l'égide de la France militaire. Non. L'ajournement d'un an du paiement des dettes de guerre, ce qui est au fond une question secondaire, n'a fait qu'augmenter les chamailleries en Europe. Comment peut-on croire alors que la bourgeoisie puisse réussir à écarter toutes les rivalités, les appétits et contradictions irréconciliables et à créer une Europe unifiée ? Si la bourgeoisie allemande avec sa social-démocratie s'est montrée incapable d'unifier au moins la nation allemande d'une façon démocratique, alors elle est d'autant plus incapable de collaborer d'une manière effective à l'unification de l'Europe. La nation allemande ne peut être unifiée que par le prolétariat victorieux. Il en est de même de l'Europe. Une Allemagne soviétique dans une Europe soviétique, voilà pour nous la solution de la question. Jetons un coup d'œil sur la Russie soviétique. Nous n'avons nul besoin de cacher les faiblesses et les blessures, qui représentent le terrible héritage du passé, nous n'avons nul besoin d'idéaliser la situation actuelle. C'est un stade intermédiaire, avec toutes ses contradictions et ses souffrances. Mais peut-on comparer un seul instant notre misère avec les perspectives pleines d'espoir qu'ouvre la Révolution prolétarienne en Russie ? Représentez-vous seulement pour un instant que cette méthode de l'économie de plan concentrée ne s'appuie pas seulement sur les forces productives arriérées de la Russie, mais aussi sur l'économie et la technique allemandes, sur l'assiduité de l'ouvrier et du technicien allemand, quelles perspectives et possibilités incommensurables s'ouvriraient alors pour toute l'humanité ! Que cela ne soit pas, du moins partiellement, réalisé, c'est avant tout la faute de la social-démocratie. Les peuples européens ont déjà vu leurs classes dominantes dans toutes sortes de positions de situations et de combinaisons et les ont mises à l'épreuve. Le salut ne peut venir de là ; le salut de l'Allemagne ne peut être réalisé que par la révolution prolétarienne victorieuse. Seule la révolution prolétarienne victorieuse peut créer une Allemagne unifiée et puissante, qui sera une partie de la Fédération soviétique d'Europe. Les fascistes, qui veulent se débarrasser du Landtag de Prusse, parce qu'ils le considèrent comme un obstacle à l'asservissement, à la vraie mussolinisation nationale de l'Allemagne, ces mussolinistes parlent aussi de révolution, mais à l'opposé de nous, marxistes, bolcheviks, ils parlent d'une révolution populaire, qu'ils opposent à la révolution prolétarienne. Nous n'avons rien à voir avec cela. Il s'agit évidemment d'une révolution dont profiteront le peuple entier, tous les peuples de l'Europe et en dernière instance l'humanité entière ; mais cette révolution, seule le prolétariat victorieux peut la réaliser, en faisant de sa volonté la loi de l'Etat. Nous voyons sous le couvert de la formule équivoque de révolution populaire, des éléments bien chauvins, tels que le lieutenant Scheringer, pénétrer dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne, pour troubler, pour effacer et pour empoisonner les conceptions internationales de celle-ci. Les gens de cette espèce parlent de la libération « nationale » de l'Allemagne au moyen de la guerre contre les puissances occidentales. A cette fin, ils sont prêts à sacrifier les forces du prolétariat révolutionnaire aux intérêts nationaux, et de l'utiliser comme chair à canon. Non, cela n'est pas notre point de vue. Nous ne séparons pas le destin de l'Allemagne de ceux de la Russie soviétique, de l'Europe et du monde entier. Notre programme n'est pas la libération « nationale » de l'Allemagne mais le salut de l'Europe par la révolution prolétarienne. En dehors du socialisme nous ne voyons pas de salut pour le peuple indigent, menacé par les crises, le chômage et la guerre. Mais nous comprenons le socialisme non pas nationalement, mais internationalement. Les ouvriers de l'Union soviétique ont donné un exemple magnifique ; ils ont réalisé un début grandiose de la construction socialiste. Cette œuvre ne peut être terminée qu'en s'élargissant à un nombre de plus en plus grand d'Etats, en premier lieu sur continent européen. Alors, l'Union soviétique formera le pont naturel vers l'Asie reveillée, et ce sera la la voie vers la fédération socialiste mondiale.

La grande flamme de la révolution jaillit à présent à l'extrémité opposée de l'Union soviétique. Le prolétariat révolutionnaire d'Espagne y émet déjà le mot d'ordre des soviets. Ce mot d'ordre est inaffaçable et indestructible comme le prolétariat lui-même. La marche du développement ne passe encore là-bas qu'à travers la première étape. Nos magnifiques frères d'Espagne de Catalogne et de la Biscaye avec leur tempérament et leur esprit de sacrifice merveilleux, ne s'arrêteront pas à l'étape Zamora-Ebert ; ils la mèneront, appuyés sur la population paysanne pauvre et dépouillée, jusqu'à la victoire complète de la révolution prolétarienne. Non sans raison les dirigeants de la France regardent d'un œil soucieux les événements qui se déroulent de l'autre côté des Pyrénées, et dans un proche avenir — nous en sommes sûrs — la vieille parole historique : « Il n'y a plus de Pyrénées » deviendra une réalité révolutionnaire. Non et cent fois non. Non, ce n'est pas de Locarno, de Chequers, de la Maison Blanche de Washington ces cavés dorées de la cupidité, ni des intrigues sanglantes que viendra la liberté et le salut du peuple allemand et des autres pays ; seul le prolétariat, ne se fiant qu'à ses propres forces, pourra se délivrer, c'est là la seule voie de la délivrance de l'Europe du joug du capitalisme. De là-bas, de la Maison Blanche il n'y a rien à attendre pour ce qui concerne la classe ouvrière, de là-bas nous n'avons pas même à attendre un morceau de pain assuré pour la classe ouvrière, car le dévoreur sera maintenu malgré le plan Hoover. La révolution est un moyen rude qui demande de grands sacrifices. Mais ces sacrifices il faut les faire, car il n'y a pas d'autre moyen de libération que la révolution prolétarienne. A la misère permanente, au déchirement mutuel et permanent des peuples, aux mensonges et aux intrigues permanentes des chefs de nations capitalistes, et évidemment aussi de la nôtre, nous opposons le mot d'ordre de la révolution permanente du prolétariat. C'est sous ce signe que se place l'Opposition communiste de gauche, bolchevik-léniniste, qui est une fraction internationale du communisme mondial, à laquelle j'appartiens et au nom de laquelle je parle de cette tribune. Si nous sommes aujourd'hui encore obligé de nous battre contre les fascistes, c'est en première ligne la faute de la direction social-démocrate, qui a étranglé la révolution de 1918 pas même à mi-chemin, à peine au quart du chemin qu'elle avait parcouru (A la droite. Si vous n'aviez pas eu en 1918 ces amis — les social-démocrates — alors vous ne seriez plus ici.) (Montrant le Parti socialiste). Sans ces gens la révolution de 1028 vous aurait balayé d'une autre manière ; vous ne seriez plus sorti des trous de souris dans lesquels vous vous étiez terré.

Je disais que le prolétariat révolutionnaire en dehors de ce fait que les fascistes veulent l'abolition du Landtag, n'ont aucun intérêt à la conservation de ce Landtag. Je dis tout à fait ouvertement : nous n'avons pas non plus d'intérêt à la conservation de cette république démocratique, car elle n'est pas une démocratie pour le prolétariat, mais pour la bourgeoisie. Le « droit » de cette démocratie est pour la classe ouvrière un piège à mille nœuds coulants, pour la classe des exploiteurs, c'est une salle de spectacle avec mille portes de sortie. Car il y a deux sortes de démocratie : une démocratie pour la bourgeoisie — c'est celle de la république — et une démocratie pour le prolétariat — c'est la dictature révolutionnaire du prolétariat. On entend dire souvent, surtout par les partis du centre, que nous vivons dans la république la plus libre du monde. Il est sans doute inutile que je cite des exemples pour réfuter cette affirmation « audacieuse ». On n'a qu'à regarder autour de soi, pour voir que ce sont surtout les matraques qu'on emploie contre les ouvriers révolutionnaires. Si par exemple on a interdit récemment la Spartakiade, une telle politique de force n'est pas toujours un signe de force. Monsieur le ministre Severing n'a-t-il pas dit aujourd'hui même, qu'il faut permettre même à un mourant de donner de temps en temps un signe de vie ?

Cette « République la plus libre » du monde accorde le droit d'asile à tous les contre-révolutionnaires, les gardes-blancs de l'Union soviétique et autres reliefs. Mais pour des révolutionnaires, pour Léon Trotsky, ancien commissaire du peuple et organisateur de l'armée rouge de l'Union soviétique, cette « République la plus libre » du monde n'offre pas d'asile, pas plus que tous les autres pays capitalistes.

(Interruption : Et la Russie ?)

— Discuter avec vous, pourquoi ! Il n'est pas en Russie serait tout aussi vain, que de me lutter contre les vagues de la mer.

(Député Leonhardt : Un grand philosophe !)

— Vous êtes le plus grand, cher collègue.

Je voterai contre le plébiscite proposé par l'organisation fasciste, et je voterai naturellement pour la proposition de la fraction communiste visant la dissolution du Landtag, parce que, comme je l'ai déjà dit, le prolétariat n'a aucun intérêt à la conservation de ce parlement, comme de tout parlementarisme en général, mais notre but est la révolution extra-parlementaire permanente, la République des Conseils d'Allemagne dans une Europe soviétique, qui sera le pont vers la Fédération socialiste mondiale.

La vie de l'opposition Française

Résolution de la C. E. de la Ligue

RESOLUTION SUR LE GROUPE DE « LA GAUCHE COMMUNISTE »

I. — Le C.E. de la L.C.F. a reçu du groupe dit de la « Gauche Communiste » une correspondance d'où il résulte (malgré des réticences regrettables) que ce groupe a cessé la publication de son organe, c'est-à-dire la lutte ouverte contre l'Opposition de Gauche Internationale et sa section française, et demande à participer à la discussion qui aura lieu à l'occasion de la Conférence Nationale.

II. — En conformité avec la décision du Conseil National de la Ligue qui s'exprimait ainsi :

« 3° Ce groupe continue à se réclamer de l'Opposition de gauche. Pour retrouver le chemin de l'Opposition de gauche, ce groupe doit cesser immédiatement la publication de son « Bulletin », participer à la discussion qui lui a toujours été ouverte dans la Ligue, et demander sa réintégration à la Conférence Nationale en s'inclinant devant les décisions régulières de cette assemblée. »

Le C.E. et le L.C.F. se félicite que soit rendue possible par une discussion ferme et commune l'évaluation des divergences existantes ; et que ces camarades fassent ainsi un pas vers le retour à l'organisation qu'ils ont abandonnée et combattue avec une légèreté criminelle.

L'expérience faite par les camarades de la « Gauche » les a amenés dans une impasse. Sans base théorique, sans liens internationaux (échec de la combinaison Landau bâtie sur une absence de principes), sans perspectives, ayant opposé, non des points de vue politiques sérieux, mais des racoleurs, quelques numéros du B.G.C. ont suffi pour faire échouer cette aventure qui ne pouvait avoir qu'un caractère destructif.

III. — L'expérience de cette équipée démontre que la L.C.F. section de l'O.G.I. a cessé d'être un groupe identique à certains de ceux qui se réclamaient par le passé de l'Opposition russe, pour accumuler une expérience et un capital politique propre, et est devenue une organisation prolétarienne dont le développement est vital pour le mouvement communiste. Chaque oppositionnel doit s'attacher à la fortifier de sa contribution constante au travail collectif et à l'élaboration de sa politique.

IV. — Si la Ligue C.F. entend donner au Groupe de la « Gauche Communiste » la possibilité de prouver sa volonté d'éclairer les divergences politiques, elle entend souligner à nouveau qu'il n'y a sur ce point rien de récent, et que les camarades de la G.C. ont toujours eu dans la Ligue ces possibilités. Et nous devons bien observer que sur un certain nombre de positions (problème catalan ; conception de la formation de l'O.G.I. ; Snoevliet ; Lutte de l'Opposition grecque) ils n'ont au sein de la Ligue apporté aucune des divergences graves révélées depuis dans le « Bulletin » et qui s'ajoutent à leur principale divergence sur la question